

Rapport DTM

Août 2022



DNDS
DIRECTION NATIONALE
DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Ministère de la Santé et du Développement Social
Direction Nationale du Développement Social - DNDS

Matrice de Suivi des déplacements (DTM)



PERSONNES
DEPLACÉES INTERNES

422 620 Prs.



PDIs RETOURNÉES

695 598 Prs.



REFUGIÉS MALIENS

181 266 Prs.



RAPATRIÉS

84 806 Prs.



LIEUX DE DÉPLACEMENTS
ÉVALUÉS

263



Coordination Nationale
DES SITES DE PERSONNES
DÉPLACÉES INTERNES
Direction Nationale du Développement Social-DNDS



Programme
Alimentaire
Mondial



UNHCR
L'Agence des Nations
Unies pour les réfugiés

www.dnds.ml



Coordination Nationale
DES SITES DE PERSONNES
DEPLACÉES INTERNES
Direction Nationale du Développement Social-DNDS



La Direction Nationale du Développement Social (DNDS) rappelle que la coordination de l'aide aux personnes déplacées internes et retournées relève de la responsabilité du Gouvernement et du principe de responsabilité sectorielle ou « cluster approach ». Il importe que les coordonnateurs de groupe sectoriel et leurs équipes travaillent en étroite collaboration avec leurs homologues du Gouvernement sur le terrain, chargés de la protection, l'assistance alimentaire, l'éducation, le WASH, la Santé, l'abris et de la coordination et gestion des sites..., dont le rôle est de mettre en œuvre les programmes du Gouvernement, afin que leurs stratégies, actions, initiatives et messages respectifs soient complémentaires.

Nous profitons de cette occasion pour remercier tous les partenaires qui ne ménagent aucun effort pour appuyer le Gouvernement dans la mise en œuvre de la « Stratégie Nationale de gestion des personnes déplacées internes, des retournés et des rapatriés » et ce à travers les différents projets ; et qui, nous n'en doutons point, ne manqueront pas d'apporter leur soutien à la recherche des solutions pour la réintégration durable des rapatriés, retournés et PDIs.

Le programme DTM, dans le cadre de l'enregistrement des PDIs et l'évaluation des besoins dans les zones de retour bénéficie de l'appui technique et du soutien financier de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). L'enregistrement des rapatriés avec l'appui financier et technique de l'UNHCR.

Editeur : Direction Nationale du Développement Social - DNDS
Quartier du Fleuve
Avenue Moussa Traore
Bamako, Mali
B.P.174
Tél. : +223 20 22 27 43
Courriel : cccmdnds@gmail.com
Site Web : www.dnds.ml

Editeur : Organisation internationale pour les migrations - OIM
Quartier Badalabougou
Rue Gamal Al Nasser, Porte 756
B.P.288
Bamako, Mali
Tél. : +223 20 22 76 97
+223 20 22 76 98
Courriel : iombamako@iom.int
Site Web: mali.iom.int

© Août 2022 Direction Nationale du Développement Social du Mali (DNDS)



SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS	iv
RÉSUMÉ	v
I. INTRODUCTION	1
TENDANCES DES DEPLACEMENTS ET PROFILS DES POPULATIONS	3
II. TENDANCES DES DEPLACEMENTS ET PROFILS DES POPULATIONS	4
A. PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES	4
B. PDIS RETOURNÉES	9
REFUGIES, RAPATRIÉS	12
C. REFUGIES	13
C1. REFUGIES MALIENS	13
C2. REFUGIES AU MALI	13
D. RAPATRIÉS	14
E. CONDITIONS ET MODALITES DE DEPLACEMENT	19
E1. ZONES D'ORIGINES	19
E2. MOTIF DE DEPLACEMENT	21
E3. FREQUENCES ET PERIODE DE DEPLACEMENT	21
E4. INTENTIONS DES PERSONNES DEPLACEES	24
III. SITUATIONS ET BESOINS MULTISECTORIELS	25
A. ABRIS ET BESOINS NON ALIMENTAIRES	25
B. EAUX HYGIENES ET ASSAINISSEMENTS	26
C. SANTE	29
D. EDUCATION	32
E. PROTECTION	33
F. SECURITE ALIMENTAIRES ET MOYENS DE SUBSISTANCES	35
G. ASSISTANCES ET BESOINS URGENTS	36
CONCLUSION	38
ANNEXES	vi



SIGLES ET ABBREVIATIONS

CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CMP	Commission Mouvements de Populations
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
DNDS	Direction Nationale du Développement Social
DRDSES	Directions Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire
DTM	Displacement Tracking Matrix
FRV	Formulaire de Rapatriement Volontaire
MSDS	Ministère de la Santé et du Développement Social
NINA	Numéro d'Identification Nationale
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDI	Personne Déplacée Interne
POS	Procédure Opérationnelle Standard
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
WASH	Water, Sanitation and Hygiene (Eau, Hygiène et Assainissement)



RÉSUMÉ

La Matrice de Suivi des Déplacements, (Displacement Tracking Matrix – DTM, en anglais), est un outil de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), qui permet de suivre et de surveiller les déplacements et la mobilité des populations. Elle collecte des informations à différents niveaux, les traite et les diffuse, afin de garantir aux acteurs humanitaires, au Gouvernement et autres acteurs intéressés, une meilleure compréhension des mouvements et de l'évolution des besoins des populations déplacées : les facteurs d'influence, les moyens et durées de déplacement, les intentions futures des déplacés, leurs conditions de vie et encore bien d'autres éléments sont autant d'informations recherchées et récoltées auprès des populations déplacées elles-mêmes.

Le transfert du programme DTM au gouvernement du Mali par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), à travers la signature d'un protocole en novembre 2014 et les accords de partenariat entre le gouvernement et l'UNHCR pour la gestion et la coordination des sites de personnes déplacées internes et l'enregistrement des rapatriés ont permis à la DNDS une centralisation et une meilleure harmonisation des données sur les mouvements de populations.

La méthodologie et les outils utilisés par la DTM ont été élaborés par la Commission Mouvements de Populations (CMP), groupe de travail du cluster protection. Pour l'enregistrement des rapatriés, une Procédure Opérationnelle Standard (POS) est établie entre la DNDS et l'UNHCR.

Les équipes DTM sont présentes dans l'ensemble des régions du Mali.



422 620 personnes déplacées internes (82 494 ménages) ont été enregistrées et identifiées par le programme DTM dans l'ensemble des régions du Mali.



263 lieux de déplacement ont été effectués dans les régions de Tombouctou, Gao, Mopti, Ségou, Koulikoro, Ménaka ainsi que dans le District de Bamako.



La population déplacée est composée de **54%** de femmes.



La population déplacée est composée de **46%** d'hommes.



63% de la population est composée d'enfants de moins de 18 ans.



Les personnes de plus de 60 ans représentent 2% des déplacés



695 598 PDIs retournées ont été identifiées entre septembre 2012 et août 2022.



84 806 rapatriés (anciens réfugiés) sont identifiés et enregistrés dans 116 communes du Mali. **181 266** réfugiés maliens sont enregistrés dans les pays limitrophes.



Dans la quasi-totalité des sites évalués (97%), la nourriture constitue le besoin le plus urgent des personnes déplacées. De même, des besoins cruciaux tels que l'abris (58%), l'eau potable (39%) et les services sanitaires (24%), ont été soulignés comme besoins urgents par les personnes déplacées dans au moins un quart des sites évalués au cours de cette période.



Dans 42% des sites évalués, aucun enfant des ménages PDI ne fréquentaient une école au moment de l'évaluation.

¹ <https://data.unhcr.org/fr/countries/>



I. INTRODUCTION

La crise humanitaire qui affecte le Mali depuis 2012 a généré des déplacements massifs de populations, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, avec d'importantes répercussions sur les pays voisins, notamment le Burkina Faso et le Niger. De nouveaux réfugiés et personnes déplacées internes (PDI) continuent d'être enregistrés et ces mouvements ont un impact considérable notamment sur les plus vulnérables.

Au cours des huit premiers mois de l'année 2022, dans un contexte marqué par l'insécurité, des combats et attaques sporadiques se sont poursuivis dans plusieurs localités du pays occasionnant des déplacements internes de populations civiles dans le Nord et dans le Centre du pays. Le caractère violent des conflits a provoqué d'importants déplacements de populations à l'intérieur du territoire malien et dans les communes frontalières entre le Burkina Faso et le Niger. Par ailleurs, l'amélioration significative des conditions de sécurité dans certaines localités a permis à de nombreuses personnes déplacées internes (PDI), vivant toujours dans des conditions extrêmes à regagner leurs foyers au Centre et au Nord du pays, mais de nombreux obstacles persistent, les empêchant de trouver des solutions durables à leur déplacement.

Le transfert du programme matrice de suivi des déplacements DTM (Displacement Tracking Matrix) permet au gouvernement du Mali d'obtenir une meilleure compréhension des caractéristiques des populations déplacées et retournées, ainsi que de mettre à jour leurs besoins et accès aux services de base. Ces informations sont collectées puis disséminées auprès de la communauté humanitaire et des pouvoirs publics afin de leur fournir une analyse complète des caractéristiques, mouvements et besoins des populations déplacées dans le pays et d'orienter les programmes d'aide humanitaire.

Afin de faciliter la lecture de ce rapport, les trois catégories de populations cibles sont définies de la manière suivante :

- **Une Personne Déplacée Interne (PDI)** : est une personne ayant été forcée ou obligée de fuir ou de quitter son habitation ou lieu habituel de résidence, en particulier après, ou afin d'éviter les effets des conflits armés, des situations de violence généralisée, des violations des droits de l'homme et/ou des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, et qui n'ont pas traversé une frontière d'État internationalement reconnue².
- **Une personne déplacée retournée** : est une personne qui, alors qu'elle s'était installée dans un lieu autre que son lieu d'origine (à l'intérieur du Mali), est depuis retournée dans son lieu d'origine.
- **Une personne rapatriée** : le terme « rapatrié » désigne tout réfugié malien qui est volontairement retourné en République du Mali.
- **Une personne réfugiée** : Le terme « réfugié » signifie toute personne de nationalité malienne ou toute personne sans nationalité dont la résidence habituelle était en République du Mali, qui est réfugiée dans un autre pays conformément à la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et son Protocole additionnel du 31 janvier 1967 ainsi que de la Convention de l'OUA régissant les aspects spécifiques aux problèmes des réfugiés en Afrique du 10 septembre 1969.
- **Un site** : le terme Site est utilisé tout au long du texte pour s'appliquer à une variété de site qui inclut les sites planifiés, les sites auto-installés, les centres collectifs, les centres d'accueil et de transit.

² <https://au.int/fr/treaties/african-union-convention-protection-and-assistance-internally-displaced-persons-africa>





Coordination Nationale
DES SITES DE PERSONNES
DEPLACÉES INTERNES
Direction Nationale du Développement Social-UNDS



TENDANCES DES DEPLACEMENTS ET PROFILS DES POPULATIONS

II. TENDANCES DES DEPLACEMENTS ET PROFILS DES POPULATIONS

A. PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES

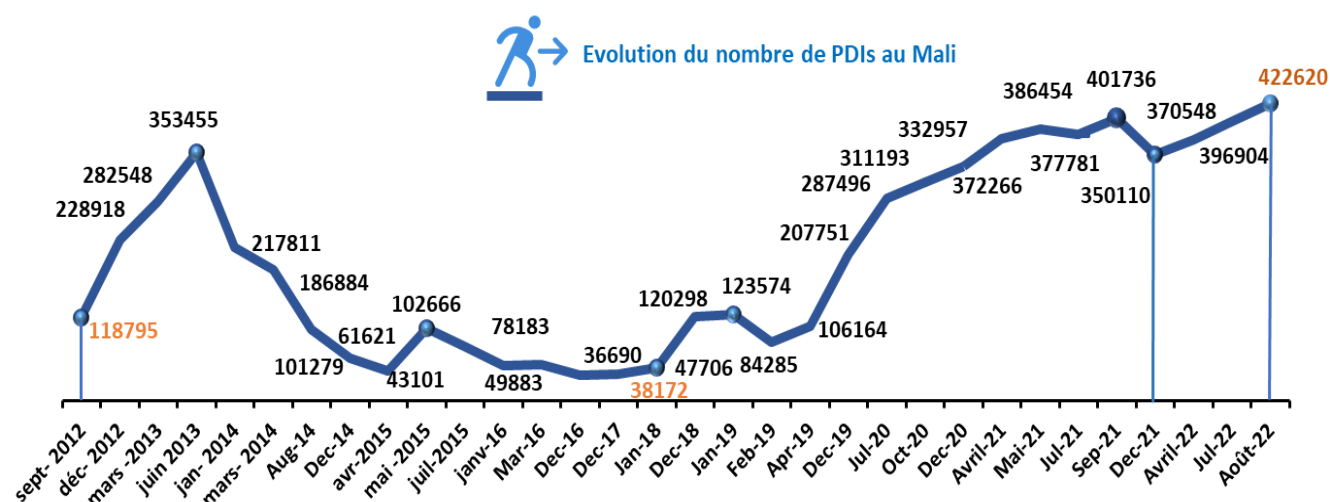
Lors de l'opération de collecte et de mise à jour des données menée en août 2022, un total de 422 620 PDI a été identifié. Le nombre de PDI est en effet passé de 396 904 personnes en juillet 2022 (rapport DTM de juillet 2022) à 422 620 en août 2022. Ainsi de juillet à août 2022, une augmentation de 25 716 personnes déplacées (environ 6,5% d'augmentation) a été constatée.

Tableau I : Déplacés Internes au Mali par région

Région	Ménage	Femme	Homme	Total Individus
MOPTI	32813	103917	89906	193823
TOMBOUCTOU	15363	41463	35087	76550
GAO	12255	33181	23896	57077
SEGOU	10770	23809	18573	42382
MENAKA	7123	14277	15231	29508
KOULIKORO	1153	3319	2927	6246
KIDAL	1035	3180	2882	6062
SIKASSO	811	3189	2351	5540
BAMAKO	826	1862	1427	3289
KAYES	345	1098	1045	2143
Total	82 494	229 295	193 325	422 620

Les régions de Mopti, Tombouctou, Gao, Ségou et Ménaka abritent le plus grand nombre de PDI.

Graphique I : Evolution du nombre de PDIs de septembre 2012 au 31 août 2022



Le nombre de personnes déplacées a atteint la barre des 422 620 individus en août 2022. L'augmentation du nombre de personnes déplacées à cette date par rapport aux mois précédents s'explique par le fait que les huit premiers mois de l'année 2022 ont été marqué par la recrudescence des violences dans les régions

de Ménaka, Gao, Tombouctou et Mopti. La zone du Liptako Gourma, ou des trois frontières entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, devient l'épicentre de cette crise multiforme, confirmant ainsi la complexité de l'assistance humanitaire. De surcroît, les récurrentes contraintes d'accès humanitaire éloignent bon nombre de personnes des services sociaux de base vitaux, les poussant parfois à recourir à des stratégies de survie ou d'adaptation négatives.

Tableau 2 : Evolution entre juillet et août 2022.

Région	Juillet 2022	Août 2022	Ecart	
	Individus	Individus	Individus	
Bamako	3283	3289	↑	6
Gao	54731	57077	↑	2346
Kayes	2188	2143	↓	-45
Kidal	2105	6062	↑	3957
Koulikoro	6450	6246	↓	-204
Ménaka	22944	29508	↑	6564
Mopti	189356	193823	↑	4467
Ségou	35702	42382	↑	6680
Sikasso	5540	5540	▬	0
Tombouctou	74605	76550	↑	1945
TOTAL	396904	422620	↑	25716

LEGENDE
 ↑ Augmentation ▬ Stagnation ↓ Diminution

Une augmentation de 25 716 personnes déplacées, environ 6,5%, a été constatée en août 2022.

Démographie

Profil démographique des PDI

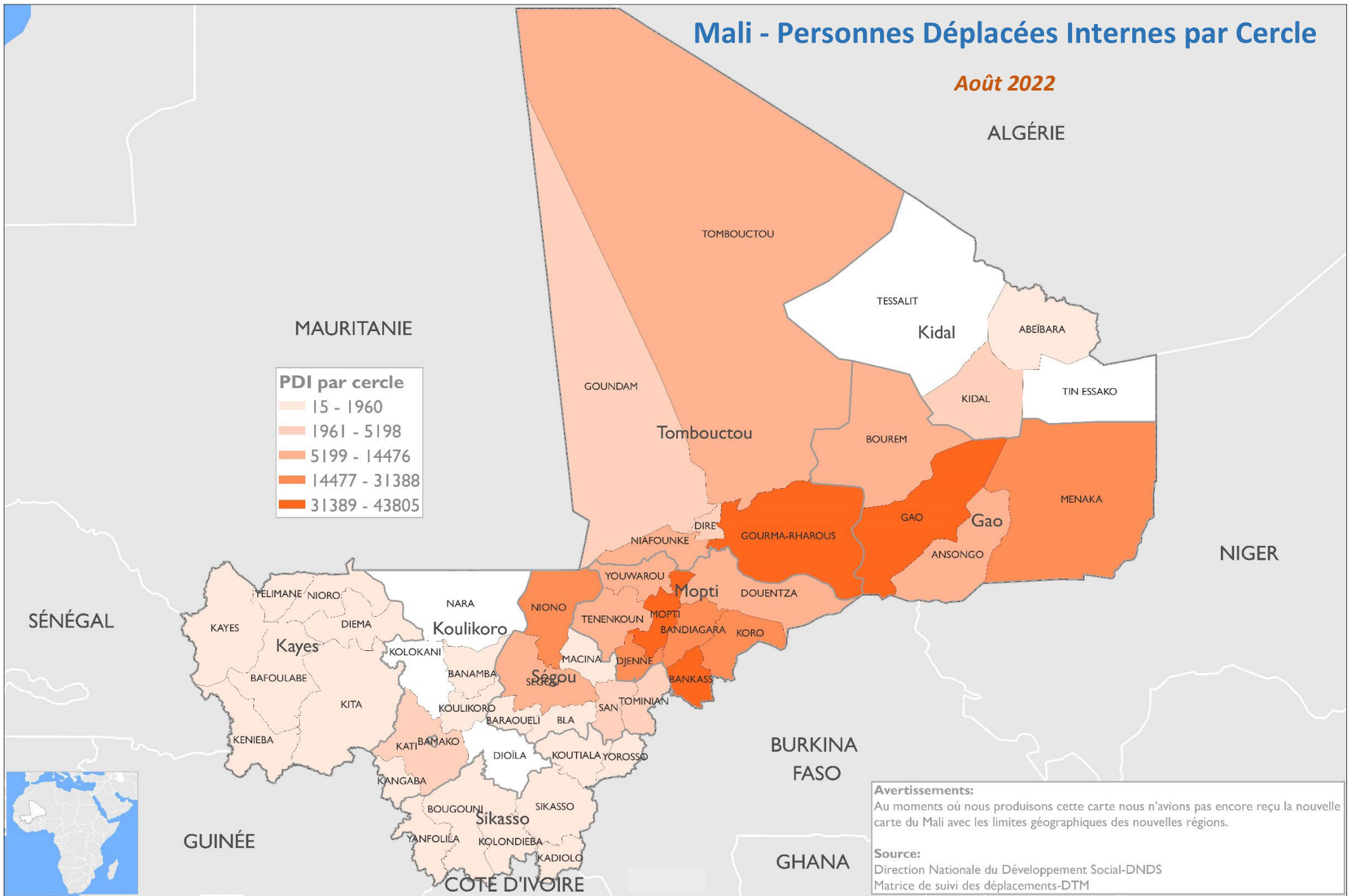
Tableau 3 : Répartition par tranches d'âges et par sexe des personnes déplacées internes au Mali

Enfants (0-17 ans)			Adultes (18 -59as)			Personne âgée (59ans et plus)			TOTAL
Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	
134389	129275	263664	89344	59779	149123	5562	4271	9833	422620
32%	31%	63%	21%	14%	35%	1%	1%	2%	100%

La population déplacée est constituée de 54 pour cent de femmes et 46 pour cent d'hommes. Par ailleurs, plus de la moitié des personnes déplacées (63%) sont des enfants (âgés de 0 à 17 ans). La population active représente 35 pour cent des déplacées et le reste (2%) des personnes âgées de 59 ans et plus.

Mali - Personnes Déplacées Internes par Cercle

Août 2022



Avertissements:
 Au moments où nous produisons cette carte nous n'avions pas encore reçu la nouvelle carte du Mali avec les limites géographiques des nouvelles régions.

Source:
 Direction Nationale du Développement Social-DNDS
 Matrice de suivi des déplacements-DTM



Republique du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi
Ministère de la Santé et du Développement Social
Direction Nationale du Développement Social - DNDS



Coordination Nationale des Sites
de Personnes Déplacées Internes

Contact : + 223 20 22 27 43
Email : dn ds.cccm2020@gmail.com



PDI_s RETOURNEES

B. PDIS RETOURNÉES

Dans le cadre de l'évaluation DTM, une PDI retournée est considérée comme une personne, anciennement déplacée interne, qui est rentrée de façon permanente dans son lieu d'origine. Selon les résultats de l'évaluation, il y a 695 598 PDI retournées au Mali entre juillet 2013 et août 2022.

Tableau 4 : Nombre Cumulé de PDI retournées par région de juillet 2013 au 31 août 2022

Région	Ménage	Femme	Homme	Individus
Tombouctou	69923	177805	146485	324290
Gao	41779	112700	92058	204758
Ménaka	16932	40696	33687	74383
Mopti	11530	31083	25649	56732
Ségou	6436	15592	13157	28749
Kidal	1114	2899	2561	5460
Kayes	149	589	637	1226
TOTAL	147 863	381 364	314 234	695 598

Tableau 5 : Situation PDI retournées par région, cercle et commune du 1er mai au 31 août 2022

Region-Cercle-Commune	Menage	Femme	Homme	Individus
Segou	486	1585	1258	2843
Niono	486	1585	1258	2843
Sokolo	123	373	335	708
Dogofry	232	808	567	1375
Nampalari	131	404	356	760
Gao	337	1035	812	1847
Bourem	211	682	534	1216
Bamba	211	682	534	1216
Gao	126	353	278	631
Sony Aliber	126	353	278	631
Tombouctou	1020	3129	2220	5349
Dire	303	939	618	1557
Haibongo	71	220	152	372
Sareyamou	232	719	466	1185
Gourma-Rharous	329	973	756	1729
Hamzakona	277	755	630	1385
Ouinerden	52	218	126	344
Niafunke	388	1217	846	2063
Lere	388	1217	846	2063
TOTAL	1 843	5 749	4 290	10 039



Les cercles de Niono, Douentza, Gao, Bourem, Diré, Gourma-Rharous et Niafunké ont observé le plus grand nombre de retours entre mai et août 2022.

S'agissant des moyens de subsistance, les informations recueillies montrent que 25 pour cent de PDI retournées dépendent encore de l'assistance humanitaire. Les propres productions viennent en appuis. A défaut, les ménages recourent aux ventes de certains biens domestiques pour leur survie. L'insuffisance de surface aménagée, le manque d'intrants agricoles sont les principaux problèmes qui grèvent à la production agricole chez les PDI retournées (principalement le cercle de Niono dans la zone Office du Niger). Ainsi, très peu (12%) sont ceux qui sont dans la possibilité de réaliser quelques productions agricoles en quantités insuffisantes. Concernant l'élevage, le nombre des ménages retournés qui déclarent être en possession des animaux reste très infime (9%).





PDIs Retournées
par Régions



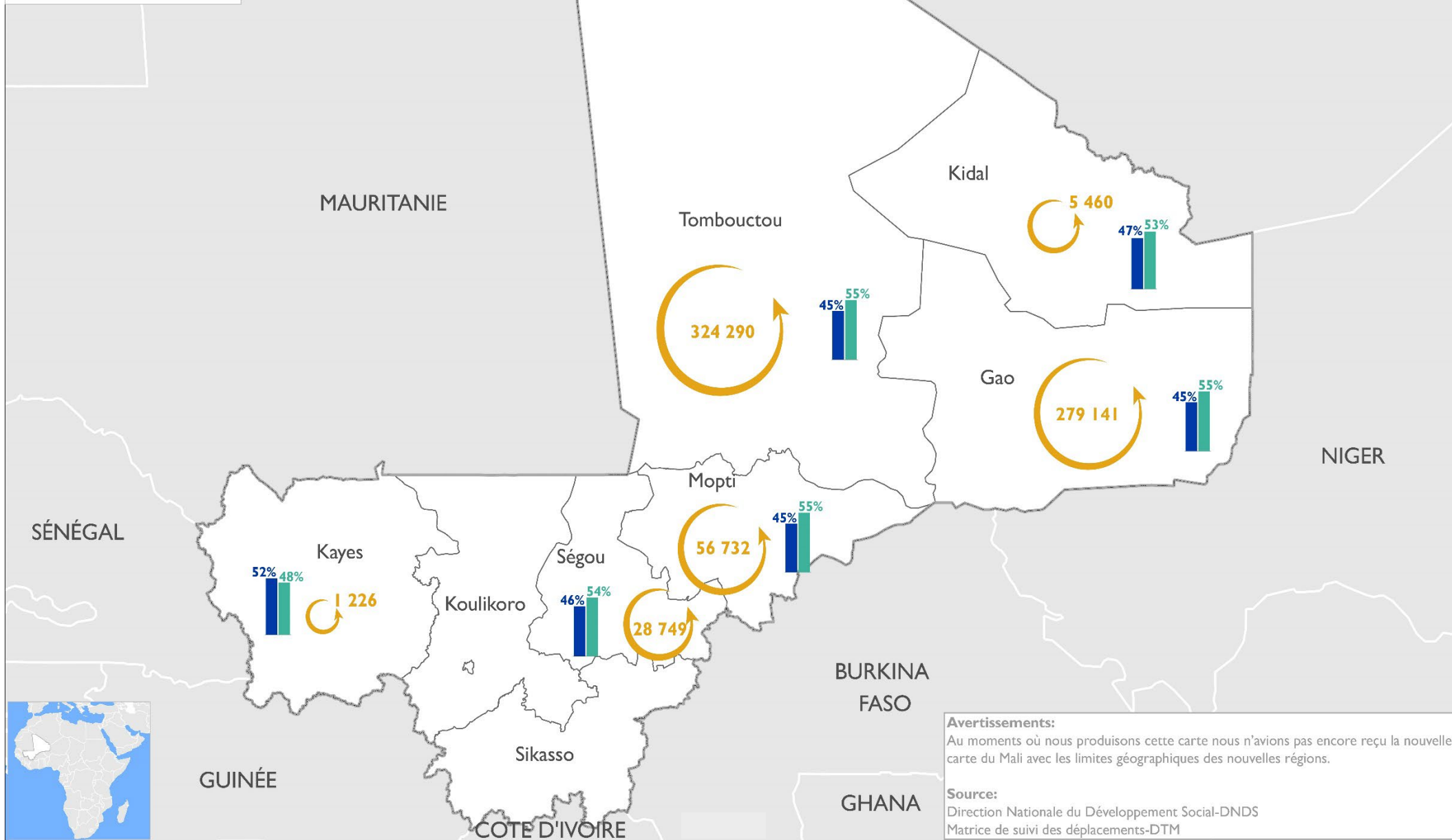
Pourcentage d'homme



Pourcentage de femme

Mali – PDIs Retournées par Régions

Entre juillet 2013 et le 31 août 2022



Avertissements:

Au moments où nous produisons cette carte nous n'avons pas encore reçu la nouvelle carte du Mali avec les limites géographiques des nouvelles régions.

Source:

Direction Nationale du Développement Social-DNDS
Matrice de suivi des déplacements-DTM

REFUGIES, RAPATRIES

C. REFUGIES

CI. REFUGIES MALIENS

Tableau 6 : Réfugiés - Estimation du nombre de réfugiés maliens au 31 août 2022

Pays d'asile	Nombre de réfugiés	Date de mise à jour
Mauritanie	90240	31 août 2022
Niger	64185	31 août 2022
Burkina Faso	26609	31 août 2022
Nigéria	145	31 août 2022
Togo	78	31 août 2022
Guinée	9	31 août 2022
Total	181 266	31 août 2022

Source : HCR, CNCR (<https://data2.unhcr.org/fr/countries/>)

C2. REFUGIES AU MALI

Tableau 7 : Réfugiés - Estimation du nombre de réfugiés et demandeurs d'asile au Mali à la du 31 août 2022

Pays d'asile	Nombre de réfugiés	Date de mise à jour
Burkina Faso	24519	31 août 2022
Mauritanie	14950	31 août 2022
Niger	14794	31 août 2022
République centrafricaine	1187	31 août 2022
Non spécifié	1004	31 août 2022
Côte d'Ivoire	369	31 août 2022
République démocratique du Congo	273	31 août 2022
Congo	32	31 août 2022
Total	57 128	31 août 2022

Source : HCR, CNCR (<https://data2.unhcr.org/fr/countries/>)

Tableau 8 : Réfugiés - Estimation du nombre de réfugiés et demandeurs d'asile par région au 31 août 2022

Régions	Nombre de réfugiés	Date de mise à jour
Kayes	14919	31 août 2022
Ménaka	12579	31 août 2022
Gao	10453	31 août 2022
Mopti	8349	31 août 2022
Tombouctou	7723	31 août 2022
Bamako	2992	31 août 2022
Sikasso	106	31 août 2022
Ségou	7	31 août 2022
Total	57 128	31 août 2022

Source : HCR, CNCR (<https://data2.unhcr.org/fr/countries/>)



D. RAPATRIÉS

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés soutient les autorités maliennes à travers la DNDS dans l'identification et l'opérationnalisation de 28 points d'enregistrement des rapatriés dans les régions de Gao, Kidal, Ménaka, Mopti, Ségou, Tombouctou et le District de Bamako.

A noter que l'enregistrement des rapatriés se fait par la DNDS en coordination avec l'UNHCR, l'OMS et les Directions régionales de la Santé, afin de prendre toutes les dispositions nécessaires pour prévenir la propagation de la COVID-19.

Tableau 6 : Nombre de rapatriés enregistrés regroupés par régions de retour et par anciens pays d'accueil - au 31 août 2022

Ancien Pays d'accueil	Algérie	Burkina Faso	Ghana	Guinée	Mauritanie	Niger	Nigéria	Togo	Tunisie	Total général
Région de Destination	Individus	Individus	Individus	Individus	Individus	Individus	Individus	Individus	Individus	Individus
Bamako	132	431			43	28	6	5		645
Gao	2 380	12 608			90	7365	1		1	22 445
Kidal	1 997	48			8					2 053
Koulikoro	65	114			29	1				209
Ménaka	287	22			9	15 649				15 967
Mopti		3577			708	4				4 289
Ségou		131	1		1 067	41				1 240
Tombouctou	2 998	15 685		2	18 888	379		6		37 958
Grand Total	7 859	32 616	1	2	20 842	23 467	7	11	1	84 806

A la suite des mises à jour, le nombre de rapatrié est estimé à 84 806 individus au 31 août 2022. Les rapatriés dépendent fortement de l'assistance humanitaire. Ils ont vécu sous cette forme d'assistance pendant leur séjour en déplacement. Ils ne doivent pas compter sur cela durant toute leur vie.

L'accès aux infrastructures de base reste une problématique dans une grande mesure : Près de 60 pour cent des ménages rapatriés ont difficilement accès à l'eau potable. Les raisons avancées sont entre autres les longues distances pour parvenir aux points d'eau, la rareté de l'eau et la mauvaise qualité de l'eau.

Concernant l'accès à l'éducation, 19 pour cent des enfants rapatriés âgés de 6 à 15 ans ne vont pas à l'école. Les raisons évoquées sont entre autres, l'insécurité, la fermeture des écoles, le manque de moyen, l'éloignement de l'école, absence d'enseignants et le manque d'intérêt pour la scolarisation des enfants. S'agissant de l'accessibilité des services de santé, l'étude montre que les centres de santé communautaires (CSCOM) sont les plus fréquentés, soit 32 pour cent pour les rapatriés.



Tableau 7 : Répartition par tranches d'âges et par sexe des rapatriés au Mali

Enfants (0-17 ans)			Adultes (18 -59as)			Personne âgée (59ans et plus)			TOTAL
Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	
16 649	16 905	33 554	24 446	20 642	45 088	2 928	3 236	6 164	84 806
20%	20%	40%	29%	24%	53%	3%	4%	7%	100%

Graphique 2 : Répartition des Rapatriés par sexe au 31 août 2022



La population rapatriée est constituée de 52 pour cent de femmes et 48 pour cent d'hommes. Par ailleurs, 40 pour cent des personnes rapatriées sont des enfants (âgés de 0 à 17 ans), les adultes (18 à 59 ans) représentent 53 pour cent et les personnes âgées représentent 7 pour cent de la population rapatriée.



Situation des rapatriés, réfugiés au Mali et réfugiés Maliens dans les pays limitrophes en août 2022



Direction Nationale du Développement Social - DNDS
Matrice de Suivi des Déplacements DTM

DEMOGRAPHIE DES RAPATRIÉS:

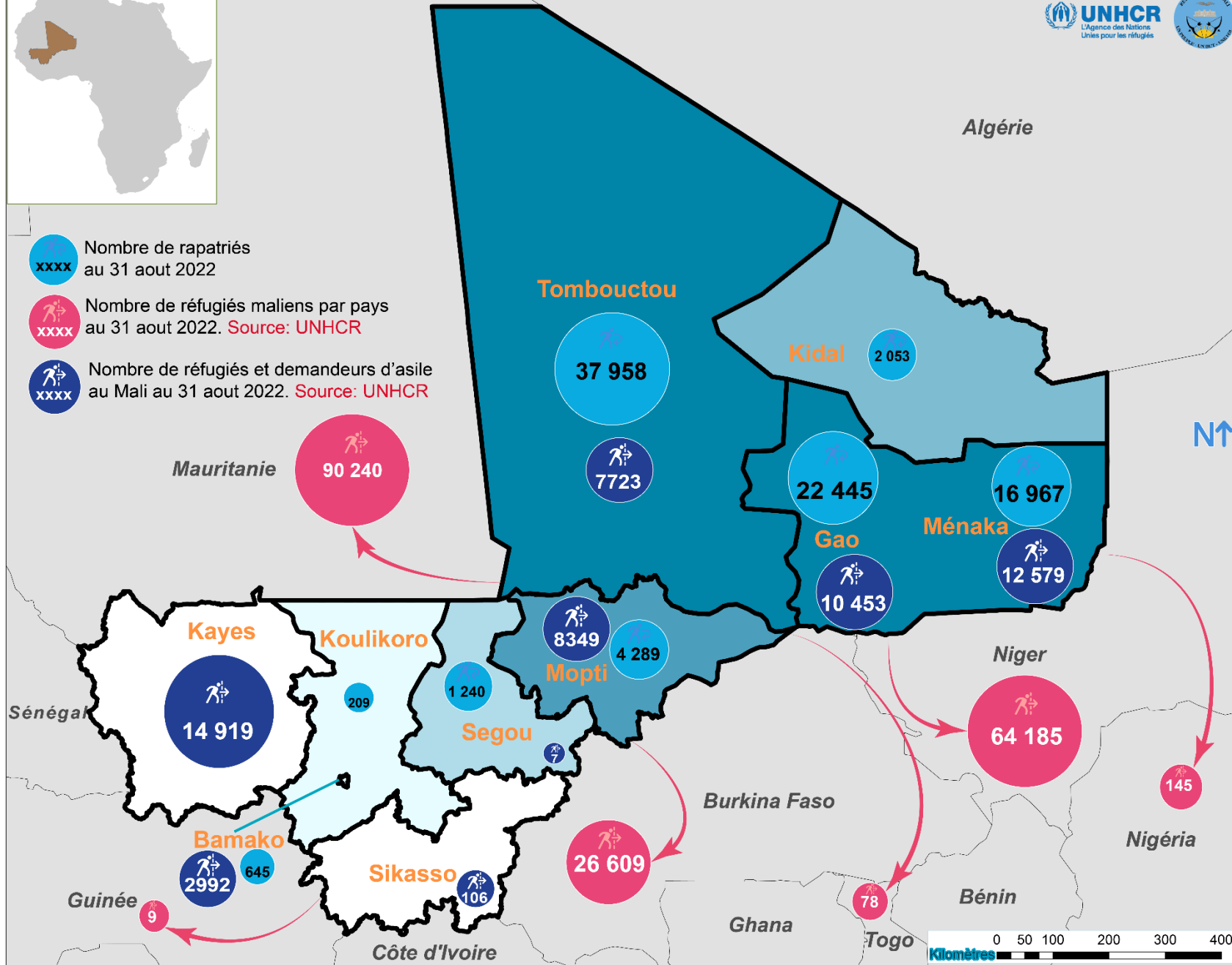
Femme: 44 023
Homme: 40 783
Enfants (<18 ans): 40%
Personnes âgées (>60 ans): 7%

Rapatriés
181 266 Prs.

Réfugiés Maliens
181 266 Prs.

Réfugiés au Mali
56 261 Prs.

- Nombre de rapatriés au 31 aout 2022
- Nombre de réfugiés maliens par pays au 31 aout 2022. Source: UNHCR
- Nombre de réfugiés et demandeurs d'asile au Mali au 31 aout 2022. Source: UNHCR



Légende

Nombre de rapatriés

- 215 - 564
- 565 - 1247
- 1248 - 2059
- 2060 - 4494
- 4495 - 37400

- Limite Region
- Pays limitrophes

Avertissements:
Au moment où nous produisons ce rapport nous n'avons pas encore reçu la nouvelle carte du Mali avec les limites géographiques des nouvelles régions

0 50 100 200 300 400
Kilomètres



Coordination Nationale
DES SITES DE PERSONNES
DEPLACÉES INTERNES
Direction Nationale du Développement Social - DNDS



CONDITIONS ET MODALITES DE DEPLACEMENT

E. CONDITIONS ET MODALITES DE DEPLACEMENT

Une évaluation de 263 lieux de déplacement a été effectuée dans les régions de Tombouctou, Gao, Mopti, Ségou, Koulikoro, Ménaka ainsi que dans le District de Bamako.

Près de la moitié des sites de déplacement évalués était en milieu rural proche d'une ville (48%). Un peu plus de trois tiers (35%) était en milieu urbain. Le reste, 17 pour cent des sites évalués était quant à eux situés en milieu rural isolé.

EI. ZONES D'ORIGINES

Au Mali, la plupart des personnes forcées de quitter leurs zones d'origines à cause de l'insécurité se déplacent généralement dans les localités de la même région. Au cours de l'évaluation effectuée en août, la majorité des personnes déplacées dans les différents sites évalués, ont quitté principalement des localités situées dans les cercles de BANKASS (32%), NIONO (14%), GOURMA-RAHOUS (12%) et BADIANGARA (7%).

Au niveau des sites évalués dans la région de **Mopti**, les personnes déplacées sont réparties principalement dans les localités situées dans les cercles de BANKASS (47%), MOPTI (31%) et BANDIAGARA (7%). Ils ont quitté en majorité des localités situées dans les cercles de BANKASS (60%), BANDIAGARA (14%) et Koro (8%).

Dans les sites évalués dans le cercle de BANKASS, les personnes déplacées ont quitté des localités situées dans les communes de DIMBAL HABBE (28%), BAYE (22%), SOKOURA (17%), OUEKORO (10%) et BANKASS (10%). Les personnes déplacées dans le cercle de Mopti sont principalement originaires des localités situées dans les communes SOCOURA (18%), PIGNARI BANA (13%), DIALLASSAGOU (11%) et BANKASS (8%).

Dans la région de **Ségou**, la majorité des personnes se sont déplacées dans les sites situés dans les cercles de NIONO (48%), SEGOU (32%), MACINA (10%) et SAN (10%). Ils ont quitté majoritairement des localités situées dans les cercles de NIONO (60%), MACINA (11%), BANKASS (10%) et SEGOU (10%).

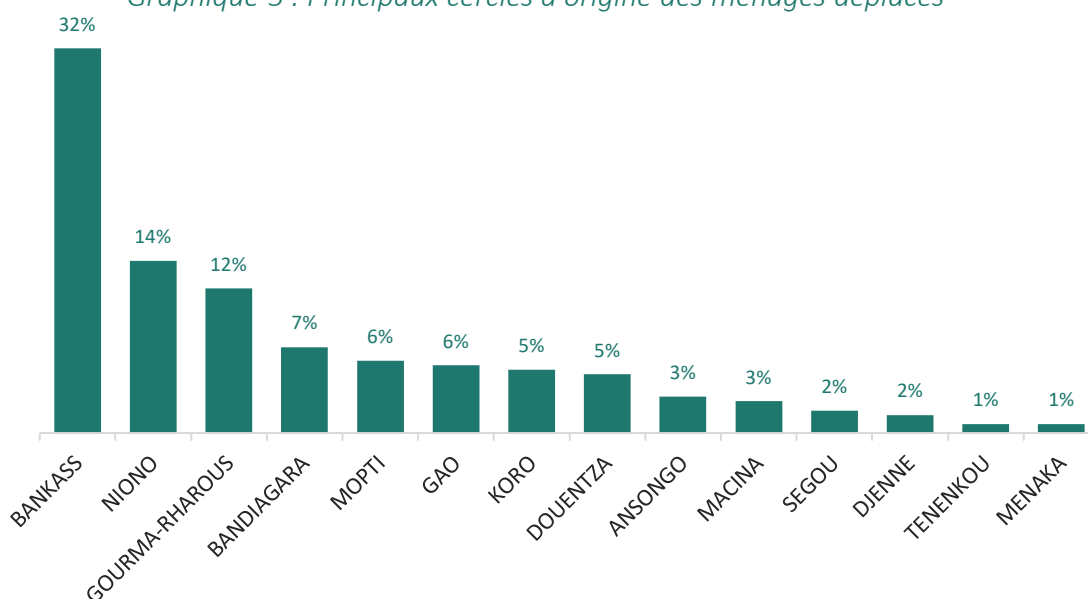
Les PDI déplacées dans les sites identifiés dans les cercles de Niono, ont quitté majoritairement les localités des communes de MARIKO (30%), DIABALY (27%) et MONIMPEBOUGOU (13%). Tandis que les PDI vivant actuellement dans le cercle de Ségou, ont quitté les localités des communes de MARIKO (15%), MARKALA (10%), NIONO (10%) et SIRIBALA (10%).

Au niveau de la région de **Tombouctou**, la majorité des sites de PDI ont été évaluée dans le cercle de GOURMA RHAROUS. En effet, près de trois quarts des sites (80%) accueillent des personnes qui ont quitté des localités du même cercle de GOURMA RHAROUS. Ces localités d'origine des PDI sont principalement situées dans les communes de GOSSI (63%), MONDORO (13%), BANIKANE (10%) et KORO (5%).



Au niveau de la région de **Gao**, la moitié des sites ont été évalués dans le cercle de Bourem (52%), un peu plus d'un tiers dans le cercle de Gao (36%), et le reste dans le cercle de Ansongo. La majorité des déplacés évalués dans les sites de Bourem, sont originaires du cercle de Gao (92%), principalement dans les communes de N'TILLIT (63%), GAO (23%) et TILEMSI (8%). Dans les sites évalués au niveau du cercle de GAO, un peu plus de la moitié des sites (56%) abritent des personnes qui ont quitté des localités situées dans le cercle d'ANSONGO, 33 pour cent dans les localités du même cercle (GAO) et 11 pour cent dans des localités du cercle de DOUENTZA.

Graphique 3 : Principaux cercles d'origine des ménages déplacés



Dans la région de **Ségou**, 48 pour cent des sites ont été évalués dans le cercle de Niono et 32 pour cent dans le cercle de Ségou. Dans le cercle de Niono, les PDI se sont déplacées à l'intérieur du même cercle. Elles ont quitté principalement les localités situées dans les communes de MARIKO (30%) et DIABALY (27%).

La majorité des personnes déplacées dans les sites évalués dans le cercle de Ségou, ont quitté des localités du cercle de Niono, principalement des localités situées dans les communes de MARIKO, SIRIBALA, NIONO, DOGOFRY et DIABALY. Une autre proportion des PDI était en provenance des localités du même cercle de Ségou, spécifiquement dans les communes MARKALA, SANSANDING, DIORO et DOUGABOUGOU.

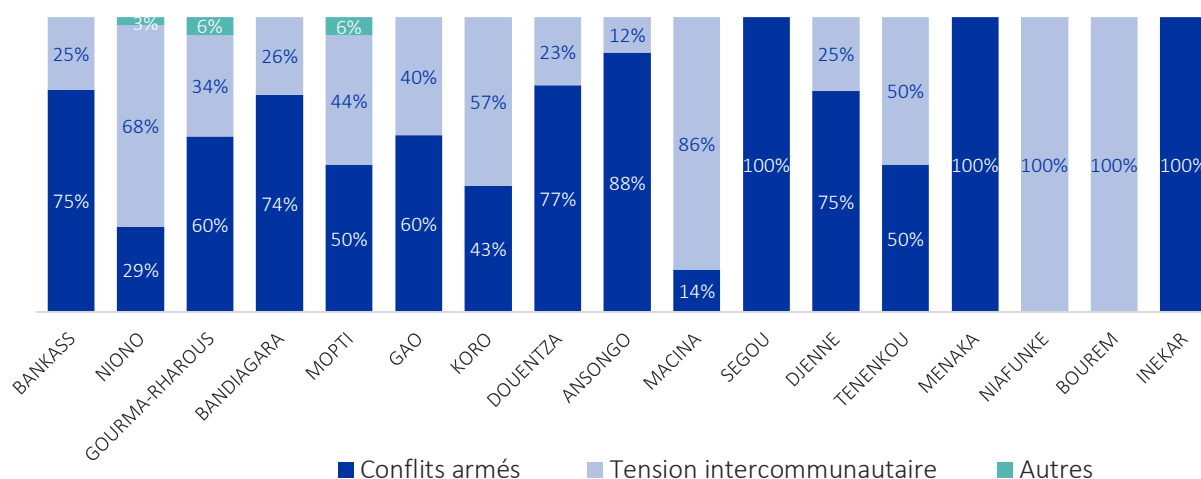


E2. MOTIF DE DEPLACEMENT

Raison de déplacement

Au cours de cette évaluation, dans plus de la moitié des sites évalués (61%), les conflits armés, étaient la principale raison de déplacement de la majorité des PDI déplacées dans ces sites. Ces communautés déplacées sont principalement originaires des localités situées dans les cercles de BANKASS, GOURMA-RHAROUS, BANDIAGARA, NIONO, DOUENTZA, GAO et MOPTI. Cependant, près d'un tiers des sites évalués (37%), les tensions inter communautaires ont été évoquées comme la principale raison de déplacement de la majorité des PDI. Les raisons de déplacement liées aux tensions intercommunautaires ont été principalement évoquées par les PDI originaires des localités situées dans les cercles NIONO, BANKASS, GOURMA-RHAROUS, KORO, MOPTI, MACINA et GAO.

Graphique 4 : Principales raisons de déplacement des PDI par Cercle d'origine



E3. FREQUENCES ET PERIODE DE DEPLACEMENT

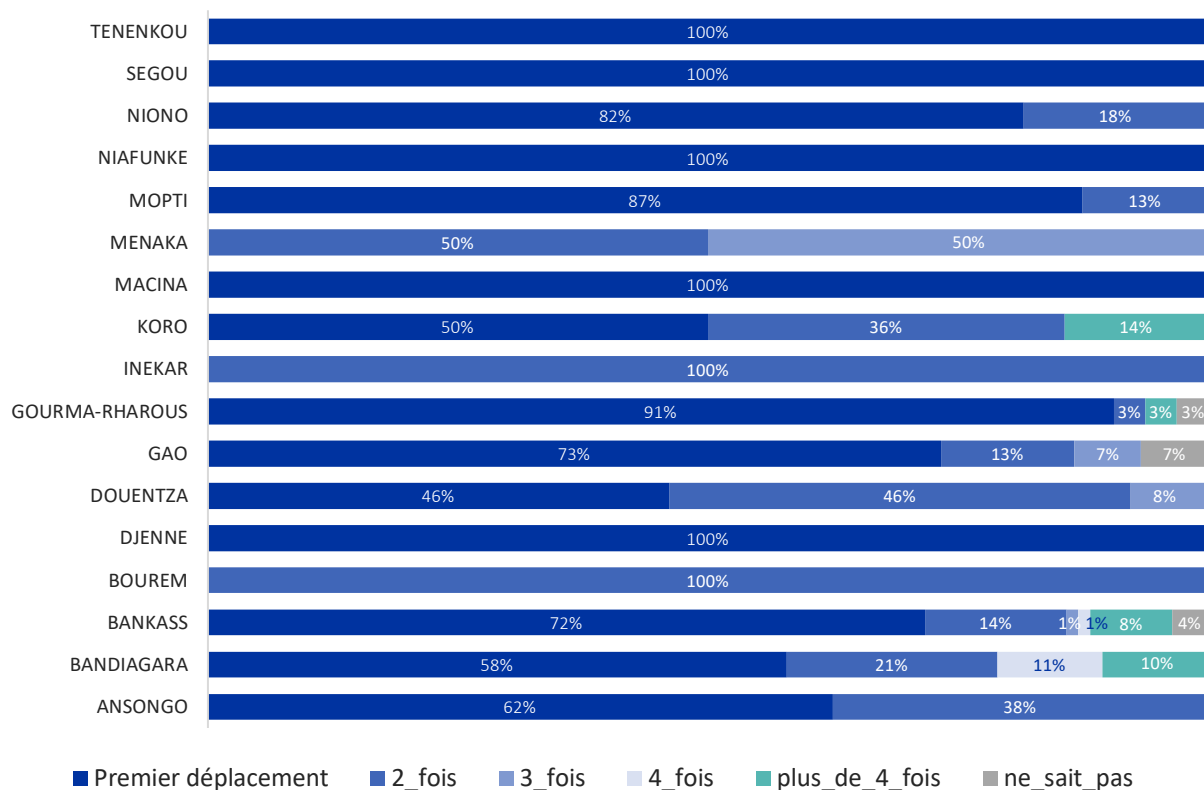
Les déplacements multiples des PDI au Mali entre les différentes communes, restent un phénomène important de la crise au Nord et au centre, entraîné principalement par la situation sécuritaire et la disponibilité des assistances dans certaines localités de déplacement. Au niveau des sites évalués, dans plus de trois quarts des lieux de déplacement (74%), la majorité des PDI arrivée dans ces sites ont effectué leur premier déplacement. Ces PDI se sont majoritairement déplacées vers les sites situés dans les cercles de BANKASS, GOURMA-RHAROUS, NIONO, SEGOU, MOPTI et BOUREM. Elles ont quitté principalement des localités situées dans les cercles de BANKASS, NIONO, GOURMA-RHAROUS, MOPTI, BANDIAGARA, GAO, KORO et MACINA.

Cependant, dans un peu plus de deux sites sur dix (24%), des personnes déplacées étaient au moins à leur deuxième déplacement. Elles ont principalement quitté les localités situées dans les cercles de BANKASS, BANDIAGARA, KORO, NIONO et DOUENTZA.



D'autre part, dans une proportion de 7 pour cent des sites évalués, certains PDI se sont déplacées plus de deux fois. Ces déplacements multiples concernent principalement les PDI originaires des localités situées dans les cercles de BANKASS, BANDIAGARA, KORO, NIONO, DOUENTZA, ANSONGO et GAO.

Graphique 5 : Fréquences de déplacement des PDI par Cercle d'origine

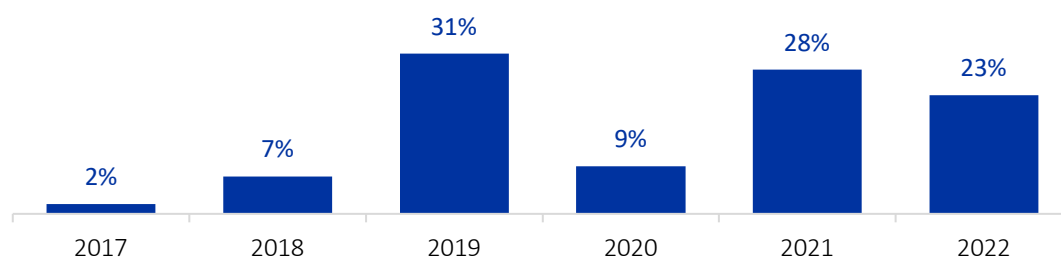


Période de déplacement

Le déplacement prolongé des PDI dans les différentes zones affectées par la crise au Nord et au centre reste un facteur important non négligeable à prendre en compte par les différents acteurs humanitaires. En effet, lors de cette évaluation, il ressort que dans 40 pour cent des sites évalués, la majorité des PDI se sont déplacées respectivement en 2019, 2018 et 2017. D'autre part, le caractère continu des violences dans certaines localités au cours de ces deux dernières années, montre l'arrivée massive de PDI dans les différents sites évalués en 2021 (28%) et 2022 (23%).



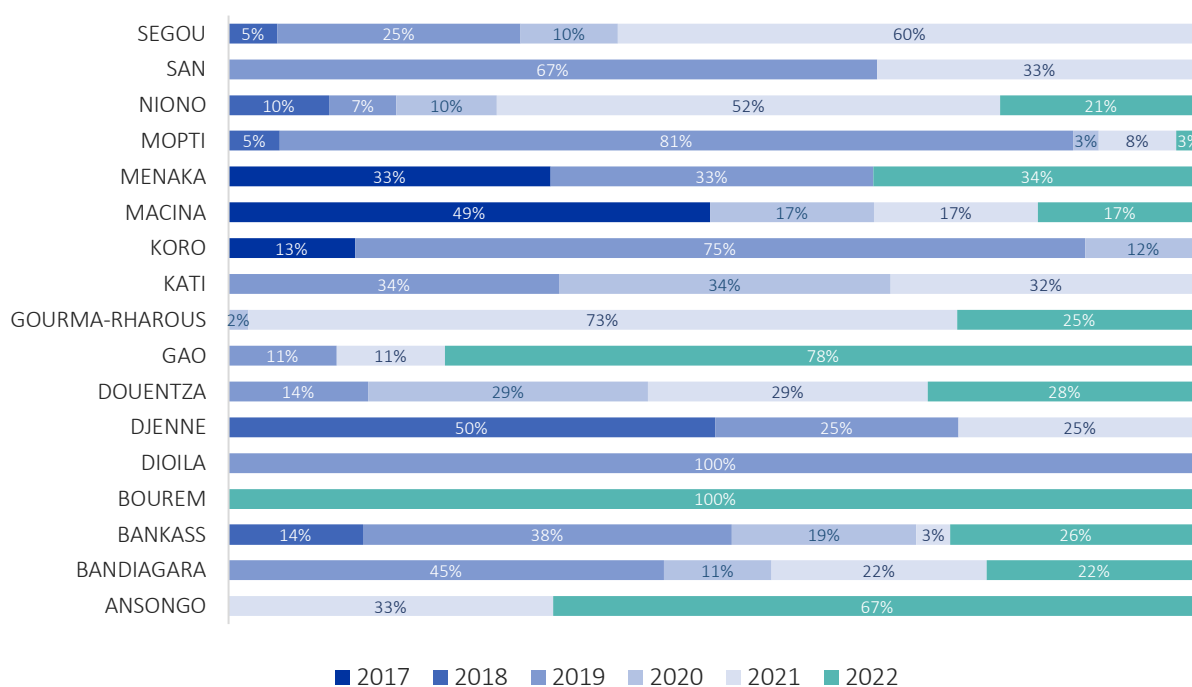
Graphique 6: Périodes de déplacement de la majorité des ménages déplacés



Les déplacements prolongés de plus de trois ans au moins, concernent particulièrement les PDI vivant dans les localités situées dans les cercles de MOPTI, BANKASS, KORO, NIONO, SEGOU et SAN.

Cependant, les arrivées récentes de PDI au cours de cette année 2022, ont été plus enregistrées au niveau des sites situées dans les cercles de BANKASS, BOUREM, GOURMA-RHAROUS, GAO, NIONO, DOUMENTZA, ANSONGO et BANDIAGARA.

Graphique 7 : Périodes de déplacement de la majorité des ménages par Cercle d'origine



En ce qui concerne les déplacés arrivés dans les sites au cours de l'année 2022, dans plus de la moitié des sites (53%), la majorité des PDI sont arrivées au cours du premier trimestre de l'année.



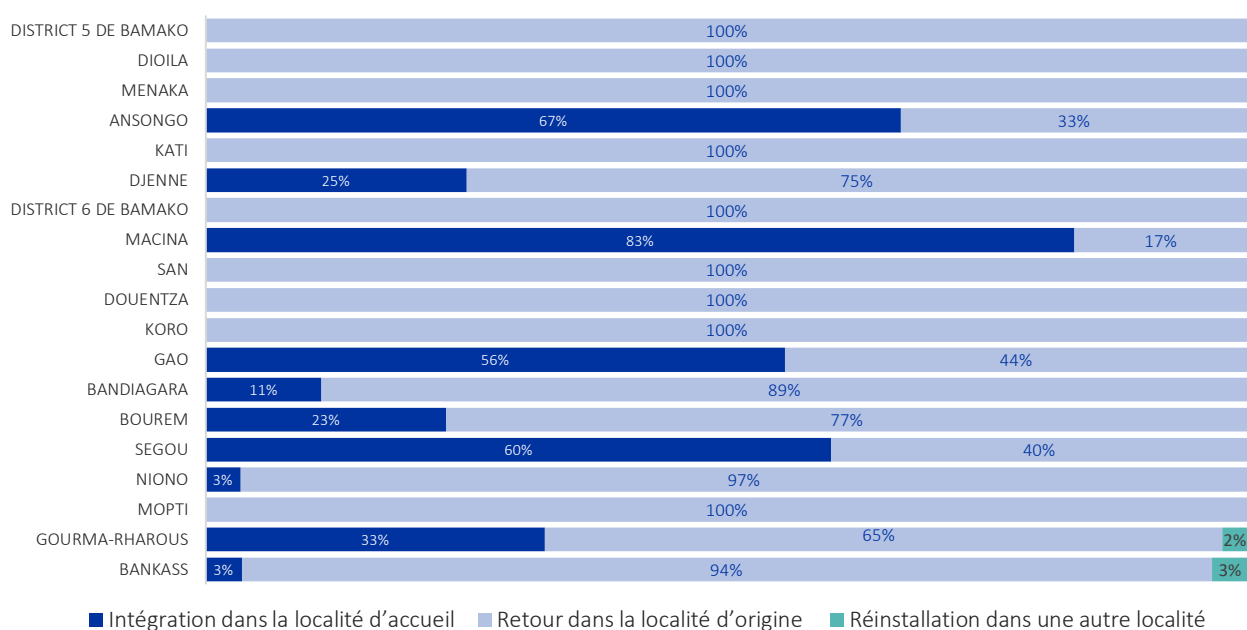
E4. INTENTIONS DES PERSONNES DEPLACEES

L'intention de retour vers les zones d'origine reste un besoin exprimé dans la majorité des sites de déplacement évalués au cours de cette période. En effet, cette intention des PDI à vouloir retourner dans leurs zones d'origine n'a quasiment pas baissé au cours de ces deux années.

Dans plus de trois quarts des sites évalués (82%), la majorité des PDI vivant ont l'intention de retourner dans leur localité d'origine. Parmi les PDI ayant l'intention de retourner, la majorité était originaire des localités situées dans les cercles de BANKASS, MOPTI, NIONO, GOURMA-RHAROUS, BOUREM et BANDIAGARA.

Cependant, dans 17 pour cent des sites évalués, la majorité des PDI souhaitaient une intégration dans la localité d'accueil, et une faible proportion (1%) une réinstallation dans une autre localité. Elles étaient principalement évaluées dans les sites situés dans les cercles de GOURMA-RHAROUS, SEGOU, GAO, MACINA et BOUREM.

Graphique 8: Intention de retour des ménages déplacés par Cercles



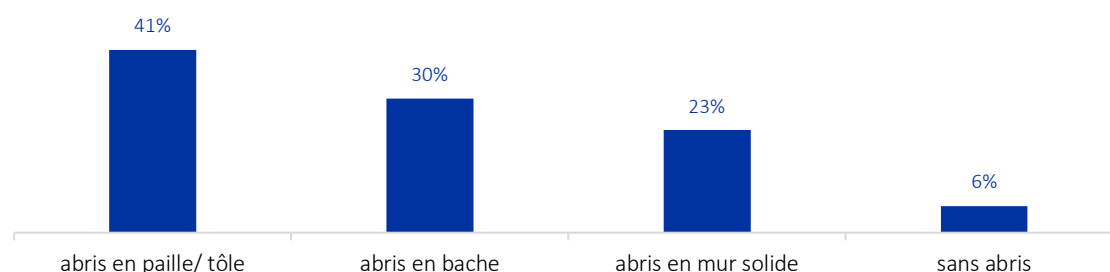
III. SITUATIONS ET BESOINS MULTISECTORIELS

A. ABRIS ET BESOINS NON ALIMENTAIRES

L'évaluation a permis de donner une situation des abris où vivent les ménages déplacés dans les différents sites évalués durant cette période. Les résultats ont montré que la plupart des ménages PDI (41%) vivent dans des abris en paille/ tôle et en bâche. Contre 23 pour cent des ménages qui vivent dans des abris en dur (mur solide).

Cependant, une proportion de 6 pour cent de ménages étaient sans abris au moment de l'évaluation. Ces ménages sans abris étaient principalement déplacés dans des localités situées dans les cercles de MOPTI, GAO, MENAKA, SEGOU, GOURMA-RHAROUS, NIONO, BANKASS et BOUREM.

Graphique 9 : Proportion des ménages PDI par types d'abris



Dans plus de la moitié des sites évalués (54%), les abris des ménages déplacés se trouvaient dans les maisons des familles d'accueil. La majorité des ménages vivant dans les abris des communautés hôtes étaient principalement dans les localités situées respectivement dans les cercles de BANKASS, NIONO, MOPTI, GOURMA-RHAROUS, SEGOU et KORO.

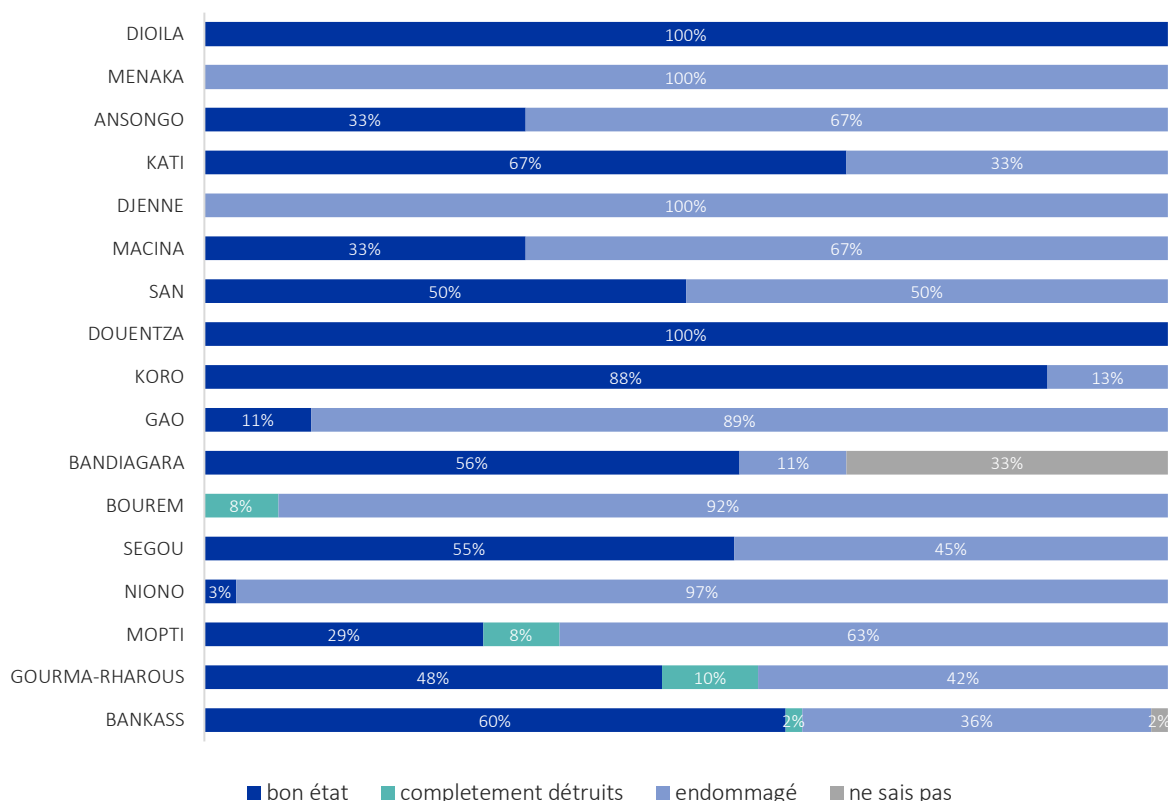
Cependant, dans 36 pour cent des sites évalués, les abris de certains ménages déplacés étaient situés dans un terrain vague. Cette situation a été plus observée dans les localités situées dans les cercles de BANKASS, GOURMA-RHAROUS, MOPTI, NIONO, SEGOU et BOUREM.

Par ailleurs, dans certains sites, les ménages déplacés vivaient également dans des maisons individuelles (24%) ou en localtion (21%).

En ce qui concerne l'état des abris des ménages déplacés, dans plus de la moitié des sites évalués (54%), les abris sont dans un état endommagé, contre 41 pour cent des sites où les abris sont dans un bon état. Cependant, dans une autre proportion (3%) des sites évalués, certains abris des ménages déplacés sont complètement détruits. Les ménages déplacés dans les sites évalués dans les cercles de NIONO, MOPTI, BANKASS, GOURMA-RHAROUS, BOUREM, SEGOU et GAO ont été les plus concernés par l'état des abris endommagés et détruits.



Graphique 10 : Etat de la majorité des abris des personnes déplacées dans les sites par cercle de déplacement



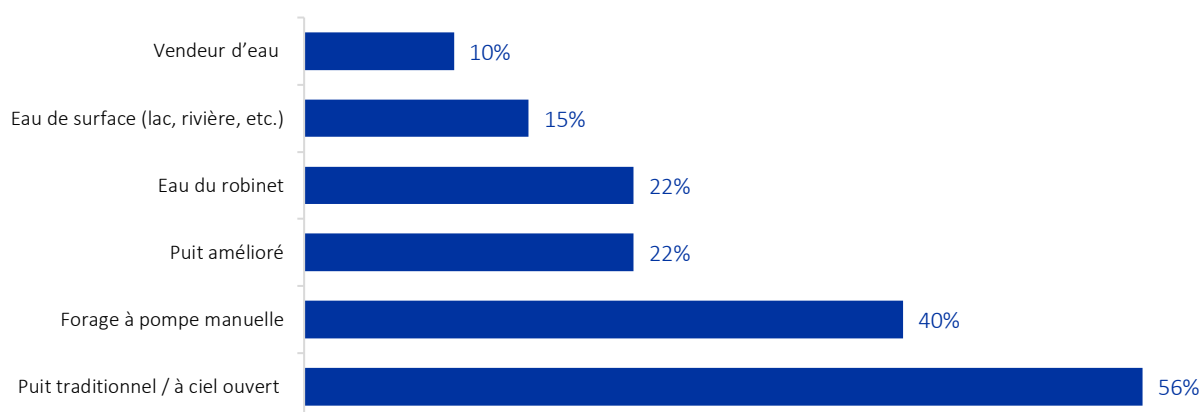
Dans près de trois tiers des sites évalués (29%), certains ménages PDI ont affirmé être exposés à des risques d'expulsion de leurs abris dans les 6 prochains mois à venir. Ces risques d'expulsion ont été plus évoqués dans les localités situées respectivement dans les cercles de MOPTI, NIONO, GOURMA-RHAROUS et BANKASS.

B. EAUX HYGIENES ET ASSAINISSEMENTS

Au niveau des sites de déplacement évalués au cours de cette période, diverses sources d'approvisionnement en eau ont été identifiées. Dans la moitié des sites évalués (56%), les puits traditionnels à ciel ouvert ont été la principale source d'approvisionnement en eau des ménages déplacés. Les forages à pompe manuelle ont quant à elles été indiquées comme principales sources d'eau au niveau de 40 pour cent des sites évalués. Dans certains sites, les PDI utilisaient également l'eau de surface, les puits améliorés et les vendeurs d'eau, comme autres principales sources d'approvisionnement en eau.

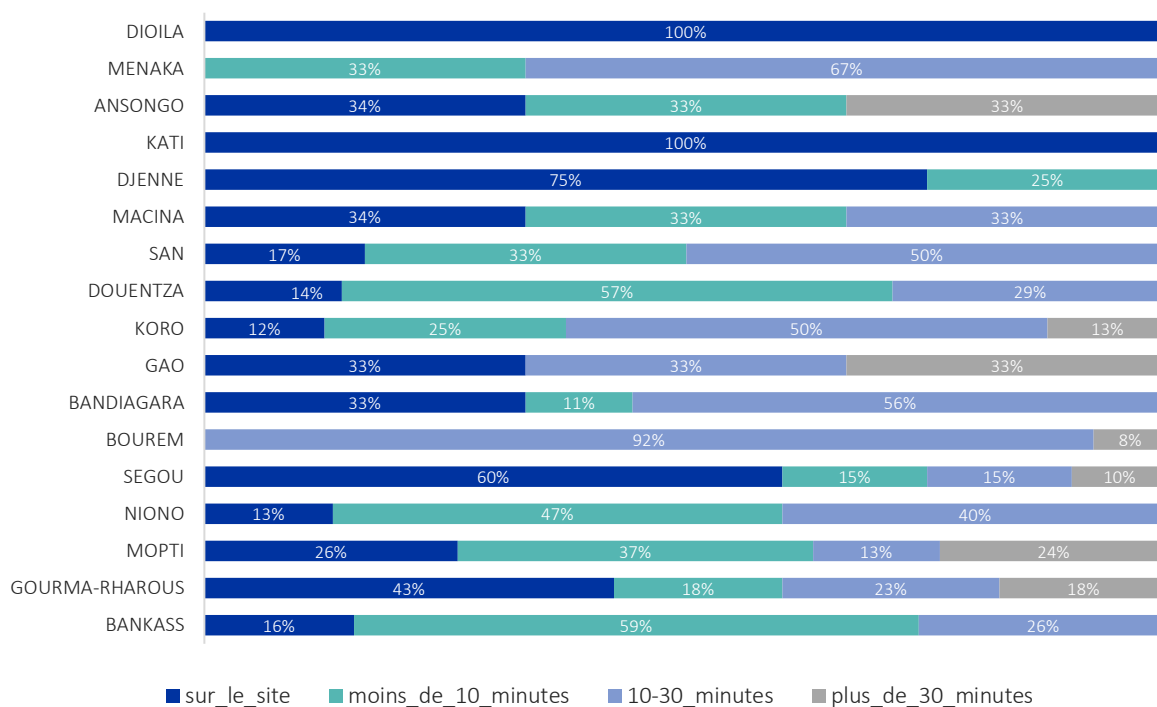


Graphique 11 : Principale source d’approvisionnement en eau des ménages (réponses multiples)



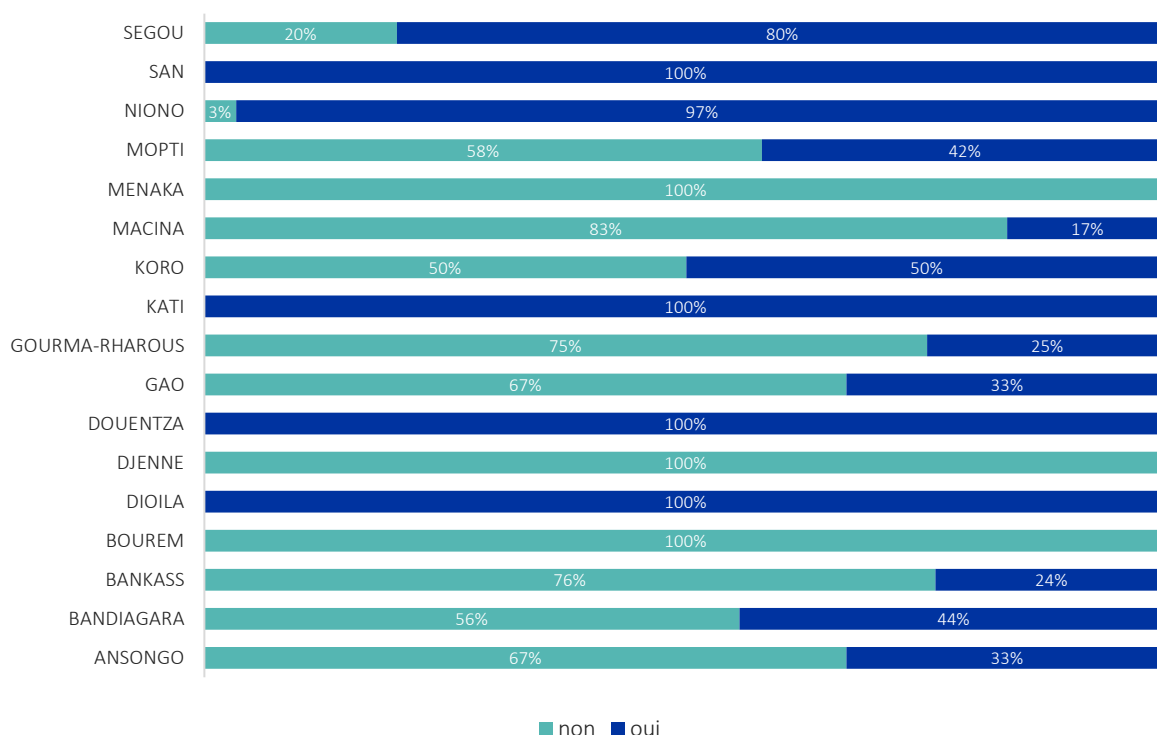
Près de trois sites évalués sur dix (29%), la source d’approvisionnement en eau des PDI se trouvait sur place, et 33 pour cent des sites ont une source d’eau à moins de 10 minutes de marche à pied. Cependant, d’autres sites avaient des sources d’eau hors du site de déplacement, soit situé entre 10 et 30 minutes (30%), ou à plus de 30 minutes de marche à pied (9%). La majorité des sites de déplacement concernés par cette problématique de distance d’accès à l’eau ont été identifiés particulièrement dans les cercles de MOPTI, GOURMA-RHAROUS, GAO, SEGOU, BOUREM, ANSONGO et KORO.

Graphique 12 : Distance parcourue pour accéder à la source d'eau la plus proche par cercle de déplacement



La disponibilité de latrines fonctionnelles au niveau des sites de déplacement permet d'améliorer la qualité de vie des personnes déplacées et limiter les risques de vulnérabilités. En effet, lors de cette évaluation, les résultats de l'analyse ont montré que 46 pour cent des sites évalués disposent de latrines. Contre, 54 pour cent des sites où il n'y a pas de latrines disponibles. La majorité des sites ayant indiqué l'absence de latrines sur place ont principalement été identifiés dans les localités des cercles de BANKASS, GOURMA-RHAROUS, MOPTI, BOUREM et GAO.

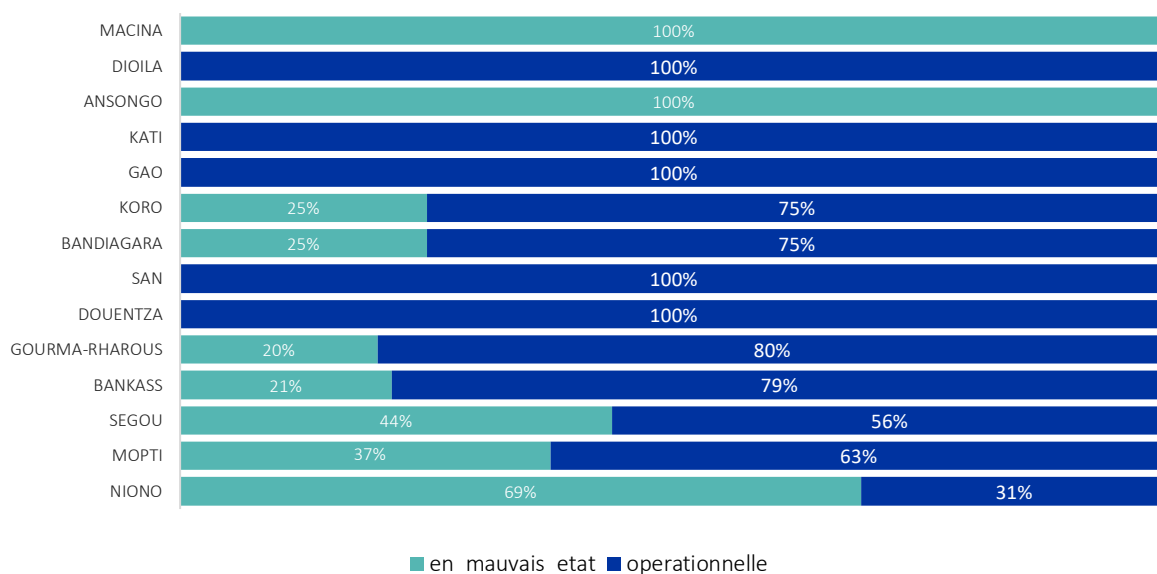
Graphique 13 : Disponibilité de latrines dans les sites par cercle de déplacement



Parmi les sites disposant de latrines (46%), plus de la moitié de ces latrines (63%) étaient dans un état opérationnel. Cependant, 38 pour cent des sites avaient des latrines dans un mauvais état ou inutilisable. Selon les résultats de l'évaluation, les sites évalués dans les cercles de NIONO, SEGOU et MOPTI sont plus concernés par le besoin de réhabilitation ou de reconstruction de latrines.



Graphique 14 : Etat des Latrines disponibles dans les sites de déplacement par cercle

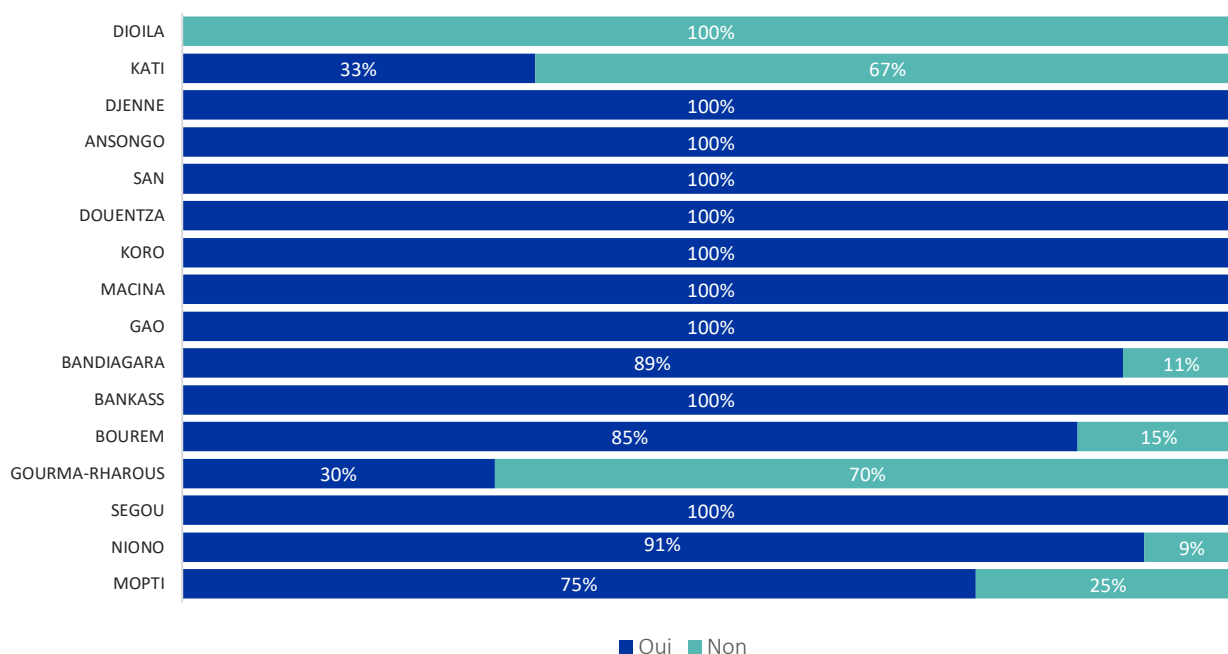


C. SANTE

Les résultats de l'évaluation ont montré que dans la majorité des sites évalués (80%), les ménages déplacés ont accès à des services médicaux. Par ailleurs, dans 20 pour cent des sites évalués, les PDI n'ont pas accès à des services médicaux. Le problème d'accès aux services médicaux des ménages déplacés a été plus identifié dans les localités des cercles de GOURMA-RHAROUS (communes de GOSSI, BAMBARA MAOUDE et BANIKANE), BANKASS (communes de BANKASS, DIMBAL HABBE et KANI BONZON) et NIONO (communes de NIONO et DIABALY).

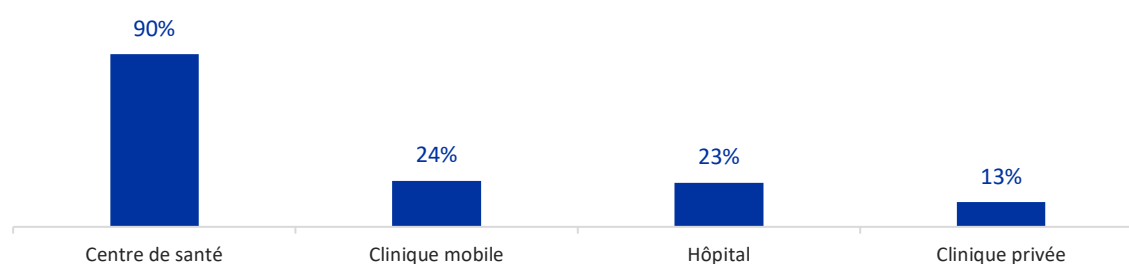


Graphique 15 : Accès aux services médicaux des ménages déplacés par cercle



Dans les différents sites évalués où les PDI avaient accès aux services médicaux, la quasi-totalité (90%) de ces services sont des centres de santé. D'autres services médicaux tels que les cliniques mobiles (24%) et les hôpitaux (23%) sont également disponibles dans ces sites.

Graphique 16 : Types de services médicaux fonctionnels disponibles (réponses multiples)

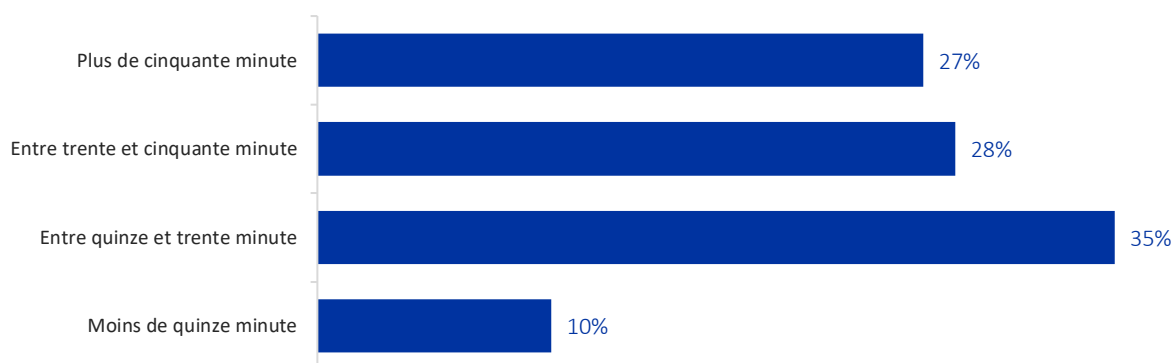


Dans la majorité des sites de déplacement évalués (86%), les services médicaux auxquels les personnes avaient accès étaient en dehors du site, contre 14 pour cent où les services de santé étaient disponibles sur le lieu de déplacement.

Les services médicaux accessibles en dehors des sites évalués, les plus proches (45%) se situent à une distance de marche à pied de moins de 30 minutes. Le reste, 55 pour cent, sont situés à une distance plus importante de plus de 30 minutes. Les problèmes de distances liés à l'accès aux services sanitaires ont été plus observés dans les sites situés au niveau des cercles de GOURMA-RHAROUS, BANKASS, MOPTI et NIONO.



Graphique 17: Distances parcourues pour accéder aux services médicaux disponibles le plus proche

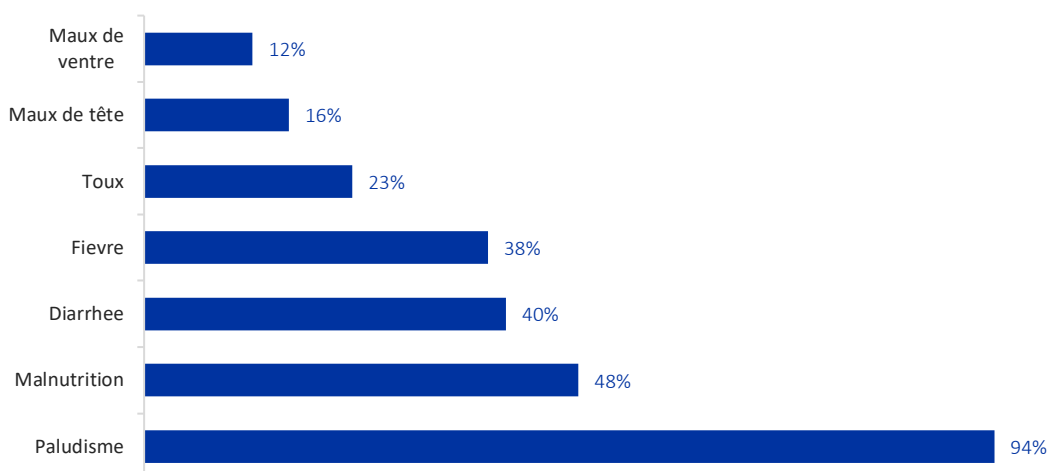


Par rapport à la situation de la couverture vaccinale des enfants déplacés dans les sites évalués, les résultats ont montré que, dans la majorité des sites (74%), les enfants déplacés sont couverts dans les différentes campagnes ou autres programmes de vaccination. Par ailleurs, il a été noté que dans 16 pour cent des sites évalués, les enfants ne sont pas pris en compte dans les différentes campagnes de vaccination. Les sites situés dans les cercles de GOURMA-RHAROUS, BANKASS, NIONO, BOUREM et GAO ont été les plus concernés par cette problématique de la vaccination des enfants déplacés.

En ce qui concerne la situation sanitaire des femmes enceintes dans les sites évalués, dans près de trois quarts des sites (73%) évalués, les femmes déplacées accouchent au niveau des services de santé. Contre, 23 pour cent des sites où la majorité des femmes n'accouchent pas dans les services de santé. Cette problématique de l'accouchement des femmes déplacées a été plus identifiée au niveau des sites situés dans les cercles de GOURMA-RHAROUS, NIONO, MOPTI, BANKASS, GAO et BOUREM.

Le paludisme (94%) a été indiquée parmi les maladies les plus rependues dans la quasi-totalité des sites évalués. D'autres maladies telles que la malnutrition, la fièvre et la diarrhée, ont été également mentionnées comme principales maladies dans certains sites de déplacement.

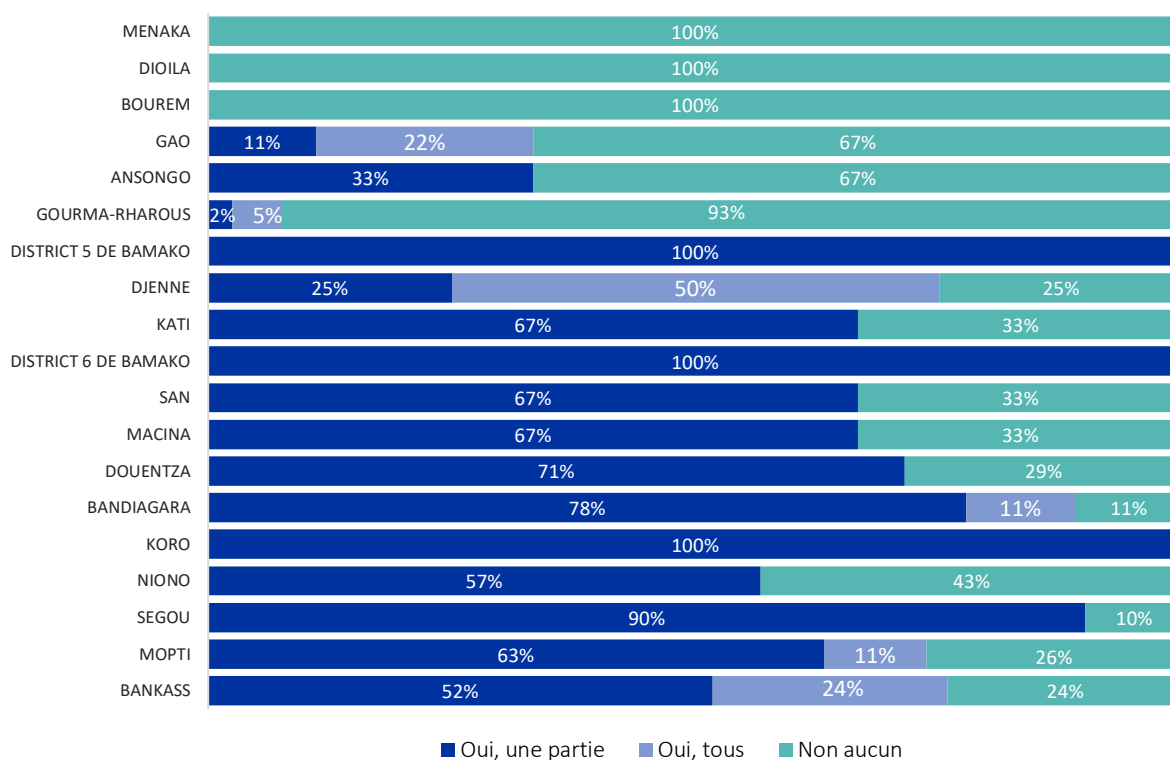
Graphique 18 : Maladies les plus fréquentes dans les sites (réponses multiples)



D. EDUCATION

Dans 42 pour cent des sites évalués, aucun enfant des ménages déplacés ne fréquente une école au moment de l'évaluation. Par ailleurs, dans 49 pour cent des sites évalués, une partie des enfants déplacés fréquentent une école. Cependant, il y a 9 pour cent des sites, où la quasi-totalité des enfants des ménages déplacés fréquentent une école au moment de l'évaluation. La problématique d'accès à l'éducation des enfants déplacés a été plus noté dans les sites évalués dans les cercles GOURMA-RHAROUS, BANKASS, NIONO, BOUREM et MOPTI.

Graphique 19 : Accès à l'école aux enfants des ménages déplacés par cercle



Le manque de moyens financiers (Transport ou inscription trop chers), l'absence ou la fermeture de l'école, ont été les principales raisons pour lesquelles les enfants des déplacés ne fréquentaient pas l'école au moment de l'évaluation.



Graphique 20 : Raisons de non fréquentation des écoles par les enfants des ménages déplacés



Dans les sites où les enfants déplacés fréquentent une école, les résultats de l'évaluation montrent quelques différences sur les distances. En effet, les écoles les plus proches sont à moins de 10 minutes de marche à pied (22%) et 55 pour cent entre 10 et 30 minutes. Cependant, dans 22 pour cent des sites évalués, où les enfants déplacés ont accès à des écoles avec une distance plus importante par rapport aux sites de déplacement, estimée au moins à plus de 30 minutes de marche à pied.

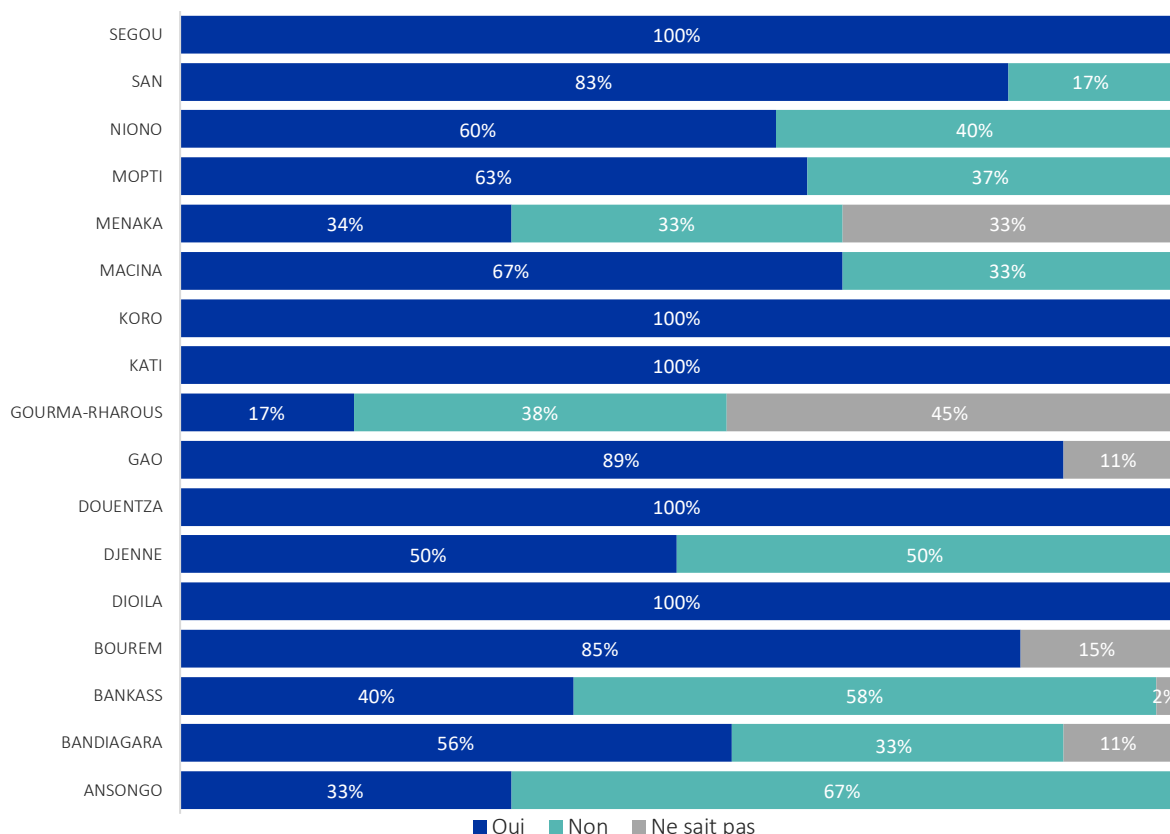
E. PROTECTION

La situation sécuritaire reste toujours préoccupante dans certaines localités, causant ainsi des mouvements de prévention. Une fois déplacés dans une zone donnée, les PDI peuvent décider de faire un autre déplacement vers des zones où ils se sentiront plus en sécurité. En effet, lors de cette évaluation, dans 33 pour cent des sites de déplacement évalués, les ménages déplacés ont affirmé ne pas être en sécurité dans ces différentes localités. Ces sites ont principalement été évalués dans les localités situées dans les cercles de BANKASS, GOURMA-RHAROUS, MOPTI, NIONO, BANDIAGARA, MACINA, ANSONGO, DJENNE et MENAKA.

Par ailleurs, dans un peu plus de la moitié des sites évalués (58%), les personnes déplacées ont affirmé se sentir en sécurité dans leur lieu de déplacement. Ces sites ont été identifiés dans des localités situées dans les cercles de MOPTI, BANKASS, SEGOU, NIONO, BOUREM, KORO, GAO, GOURMA-RHAROUS et DOUMENTZA.



Graphique 21 : Perception de la sécurité des ménages déplacés dans les sites

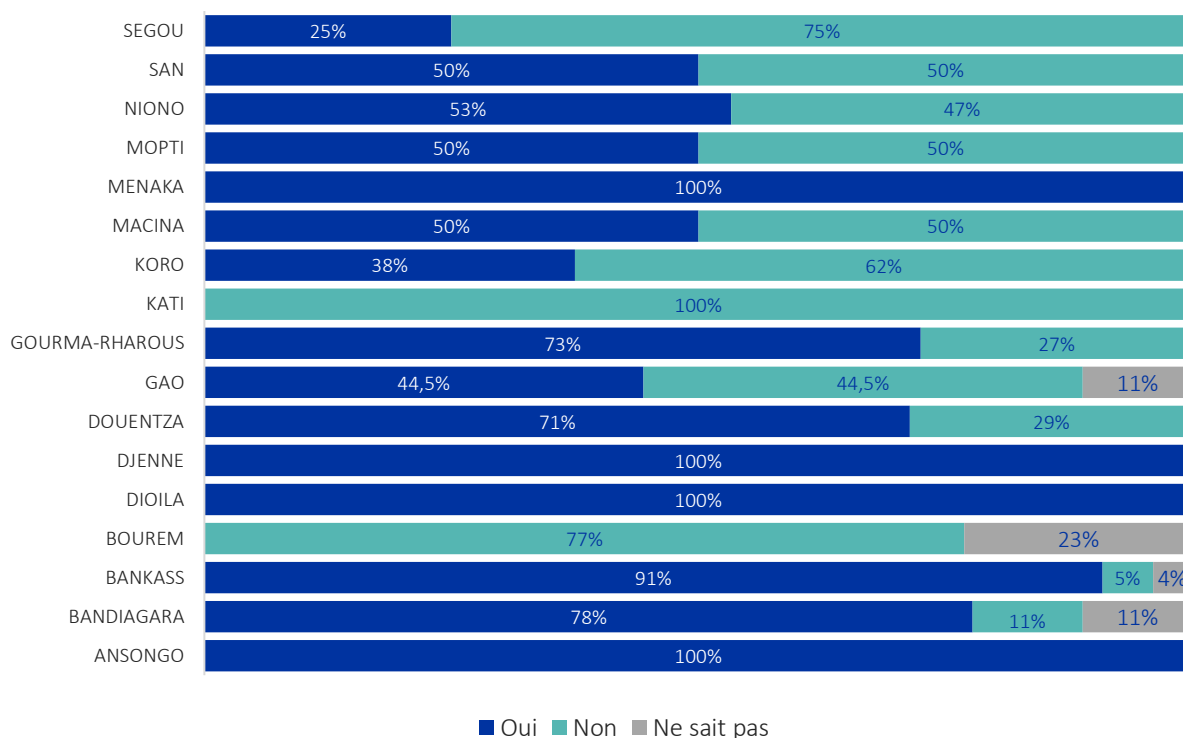


Au niveau de 37 pour cent des lieux de déplacement évalués durant cette période, la majorité des personnes déplacées ne disposait pas de documents d'identification. Les ménages déplacés dans les sites les plus concernés par cette problématique liée à la documentation se trouvent principalement dans les cercles de MOPTI, SEGOU, NIONO, GOURMA-RHAROUS, BOUREM et KORO.

Le manque de connaissance sur l'importance liée à la documentation, l'absence ou l'inexistence de bureaux d'émission de ces documents ont été les principales raisons évoquées par les déplacés. Le déplacement brusque, la mise en feu de leur lieu d'habitation d'origine et la perte pendant le déplacement, ont été également d'autres raisons évoquées par les PDI.



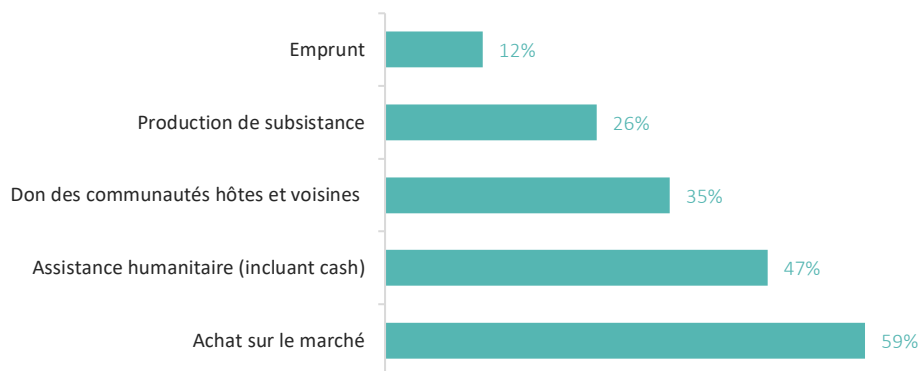
Graphique 22 : Ménages déplacés disposant de documents d'identification



F. SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSISTANCES

L'achat de denrées sur le marché local, a été évoqué dans plus de la moitié des sites de déplacement évalués (59%), comme sources principales actuelles d'approvisionnement en nourriture de la plupart des ménages déplacés. De même, dans près de la moitié des sites évalués (47%), l'assistance humanitaire (incluant le cash) a également été indiquée comme moyen de subsistance de la plupart des ménages déplacés dans ces sites. D'autres ménages déplacés font recours à des dons en provenance de la communauté hôte, ou à la production de leur propre moyen de subsistance.

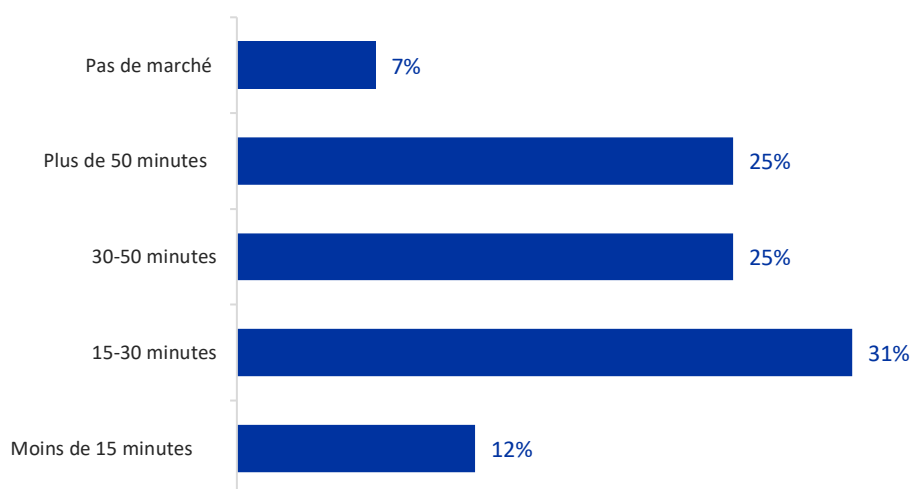
Graphique 23 : Principales sources actuelles de nourritures des PDI



Dans 7 pour cent des sites évalués, les personnes déplacées n'ont pas accès à un marché. Ces sites ayant évoqué le problème d'accès au marché local ont plus été identifiés, principalement dans les localités situées dans les cercles de MOPTI, GOURMA-RHAROUS et BANKASS

Les sites ayant accès au marché le plus proche étaient à moins de 15 minutes (12%) ou moins de 30 minutes (31%) de marche à pied. Les sites de déplacement avec des marchés situés à une distance plus lointaine étaient entre 30 et 50 minutes (25%), et plus de 50 minutes (25%) de marche à pied par rapport aux sites. Les ménages déplacés vivant dans lieux de déplacement évalués dans les cercles de GOURMA-RHAROUS, BANKASS, MOPTI et NIONO, ont été les plus concernés par cette problématique d'accès aux marchés.

Graphique 24 : Distance du site par rapport au marché le plus proche

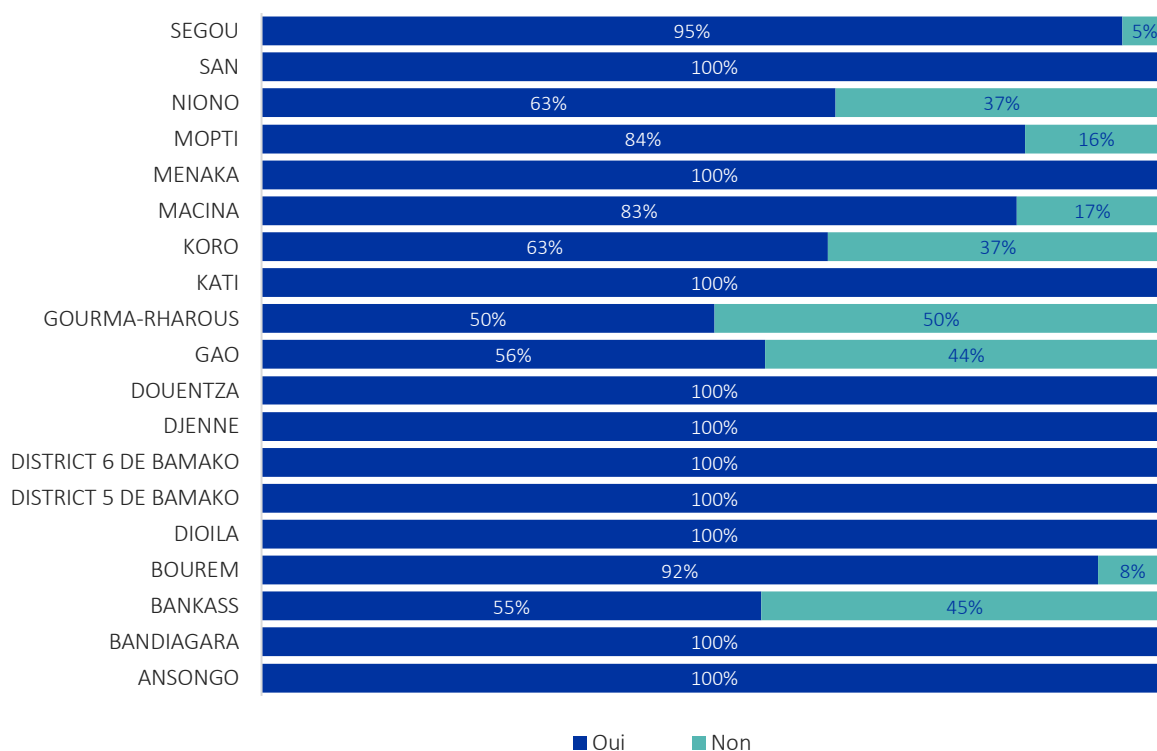


G. ASSISTANCES ET BESOINS URGENTS

Les résultats de l'évaluation ont montré que près d'un tiers des sites évalués (28%) ne reçoivent pas d'assistances sur place. Les sites abritant des personnes déplacées où cette absence d'assistance a été identifiée se trouvent principalement dans des localités situées dans les cercles de BANKASS, GOURMA-RHAROUS, NIONO, MOPTI, GAO, KORO et MACINA.

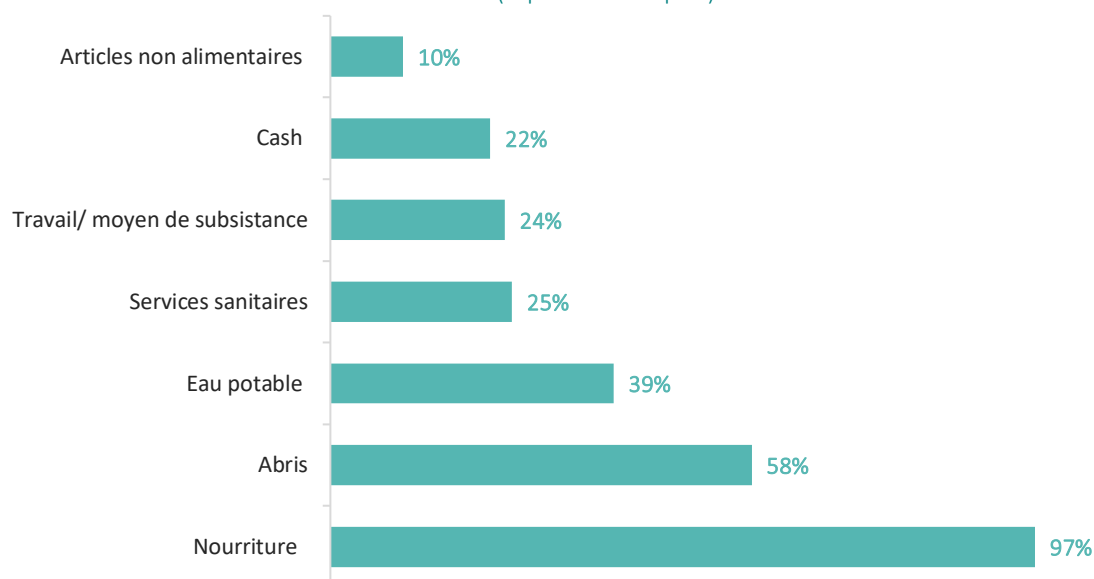


Graphique 25 : Assistances apportées dans les sites de déplacement



Dans la quasi-totalité des sites évalués (97%), la nourriture constitue le besoin le plus urgent des personnes déplacées. De même, des besoins cruciaux tels que l’abri (58%), l’eau potable (39%) et les services sanitaires (24%), ont été soulignés comme besoins urgents par les personnes déplacées dans au moins un quart des sites évalués au cours de cette période.

Graphique 26 : Principaux besoins prioritaires des personnes déplacées dans les sites (réponses multiples)



CONCLUSION

L'opération DTM d'août 2022 a couvert l'ensemble du territoire malien. Quelques éléments-clés méritent d'être soulignés aux termes de cette opération :

L'examen des données démographiques montre que la population active représente 53 pour cent chez les rapatriés, 42 pour cent chez les PDI retournées et 35 pour cent chez les personnes déplacées internes. En plus, les enfants de moins de 18 ans représentent plus de la moitié des PDI et des PDI retournées. Cette structure dont les jeunes sont majoritairement représentés définit une part importante de la population en âge d'activité. Cette population jeune doit nécessairement trouver du travail pour construire leur avenir qui, au vu de leur niveau d'étude (majoritairement très bas) et du taux de scolarisation assez faible, dépend fortement du travail manuel ou commercial. A cet effet, de microprojets de génération des revenus sont indispensables pour étouffer/limiter la délinquance ou l'inactivité au sein des populations déplacées, rapatriées et retournées.

Aussi, les résultats montrent que plus de la moitié des PDI, PDI retournées et rapatriés ne sont pas enregistrées à l'état-civil. Il est aussi vrai que bon nombre de jeunes, au sein de la population rapatriée sont nés en exil et que pour les autres, ils ne se sont jamais faits enregistrés à l'état-civil avant l'exil. Il importe donc que les acteurs reconsidèrent cette catégorie de la population pour qu'elle puisse bénéficier des mêmes avantages sociaux que les autres citoyens du pays. Ceci se traduirait par l'enregistrement de tous les individus jusqu'ici non transcrits dans les volumes de l'état-civil.

S'agissant des moyens de subsistance, les informations recueillies montrent que les PDI retournées et les rapatriés dépendent encore de l'assistance humanitaire. Très peu sont ceux qui sont dans la possibilité de réaliser quelques productions agricoles en quantités suffisantes, les propres productions sont encore très faibles. Concernant l'élevage, le nombre des ménages retournés et rapatriés qui déclarent être en possession d'animaux reste très infime (12%).

De ce qui précède, on remarque que les rapatriés et les PDI retournées dépendent fortement de l'assistance. Ils ont vécu sous cette forme d'assistance pendant leur séjour en déplacement. Ils ne doivent pas compter sur cela durant toute leur vie. Pour ce faire, les acteurs humanitaires et du développement devaient développer des secteurs d'activités dans l'objectif d'offrir de l'emploi à une partie de la main d'œuvre agricole. Par rapport à l'élevage, vu que les espaces à vocation pastorale sont abondants, l'élevage d'animaux comme les caprins/ovins est possible et rentable dans diverses localités du pays.

Concernant l'accès à l'éducation, dans 42 pour cent des sites évalués, aucun enfant des ménages déplacés ne fréquente une école au moment de l'évaluation. Le manque de moyens financiers (Transport ou inscription trop chers), l'absence ou la fermeture de l'école, ont été les principales raisons pour lesquelles les enfants des déplacés ne fréquentaient pas l'école au moment de l'évaluation.

S'agissant de l'accessibilité des services de santé, les résultats de l'évaluation ont montré que dans la majorité des sites évalués (80%), les ménages déplacés ont accès à des services médicaux. Par ailleurs, dans 20 pour cent des sites évalués, les PDI n'ont pas accès à des services médicaux. L'accès aux services de santé se heurte à de nombreux défis. Sachant la situation économique des PDI, rapatriés et PDI retournées, il est recommandé de continuer l'immatriculation des PDI, rapatriés et PDI retournées au Régime d'Assistance Médicale et de le rendre opérationnelle dans tous les centres de santé du pays.



ANNEXES

Annexe I : Situation des PDI par régions, cercles et communes à la date du 31 août 2022

Régions-Cercles-Communes	Enfant (< 18 ans)			Adulte (18 - 59 ans)				Personne âgée (> 59 ans)			Total Femme	Total Homme	Total Individus
	Menages	F	M	Total Enfant	F	M	Total Adulte	F	M	Total Personne âgée			
BAMA KO	826	917	873	1790	886	510	1396	59	44	103	1862	1427	3289
COMMUNE 1	61	101	75	176	76	26	102	2	3	5	179	104	283
COMMUNE 2	7	25	32	57	18	0	18	0	0	0	43	32	75
COMMUNE 3	2	3	2	5	2	2	4	0	0	0	5	4	9
COMMUNE 4	8	14	9	23	8	4	12	2	1	3	24	14	38
COMMUNE 5	74	159	136	295	79	25	104	3	1	4	241	162	403
COMMUNE 6	674	615	619	1234	703	453	1156	52	39	91	1370	1111	2481
GAO	12255	18942	16792	35734	13449	6486	19935	790	618	1408	33181	23896	57077
ANSONGO	2016	3128	2905	6033	2215	1311	3526	169	121	290	5512	4337	9849
ANSONGO	1632	2407	2230	4637	1775	1057	2832	106	93	199	4288	3380	7668
BOURRA	28	55	47	102	49	33	82	2	2	4	106	82	188
OUATTAGOUNA	26	53	39	92	29	15	44	3	1	4	85	55	140
TESSIT	111	198	201	399	121	85	206	26	13	39	345	299	644
TIN HAMA	219	415	388	803	241	121	362	32	12	44	688	521	1209
BOUREM	2408	2391	1931	4322	2603	1244	3847	121	82	203	5115	3257	8372



Régions-Cercles-Communes	Enfant (< 18 ans)			Adulte (18 - 59 ans)				Personne âgée (> 59 ans)			Total Femme	Total Homme	Total Individus
	Menages	F	M	Total Enfant	F	M	Total Adulte	F	M	Total Personne âgée			
BAMBA	947	754	635	1389	1125	421	1546	46	25	71	1925	1081	3006
BOUREM	617	514	341	855	532	222	754	61	45	106	1107	608	1715
TABOYE	220	311	249	560	269	145	414	5	7	12	585	401	986
TEMERA	624	812	706	1518	677	456	1133	9	5	14	1498	1167	2665
GAO	7831	13423	11956	25379	8631	3931	12562	500	415	915	22554	16302	38856
ANCHAWADI	187	321	283	604	243	126	369	9	7	16	573	416	989
COMMUNE DE GAO	3485	6161	5386	11547	3771	1746	5517	153	142	295	10085	7274	17359
GABERO	155	321	211	532	203	99	302	22	9	31	546	319	865
GOUNZOUREYE	1018	1890	1728	3618	1214	653	1867	95	73	168	3199	2454	5653
N'TILLIT	2911	4588	4219	8807	3112	1254	4366	215	182	397	7915	5655	13570
TILEMSI	75	142	129	271	88	53	141	6	2	8	236	184	420
KAYES	345	589	572	1161	470	437	907	39	36	75	1098	1045	2143
KITA	228	483	460	943	256	214	470	9	8	17	748	682	1430
BOUDOFO	18	36	25	61	18	17	35	1	3	4	55	45	100
GUEMOUKOURABA	21	21	15	36	17	16	33	2	2	4	40	33	73
TAMBAGA	8	15	13	28	15	9	24	0	0	0	30	22	52
SOURANSAN-TOMOTO	181	411	407	818	206	172	378	6	3	9	623	582	1205
NIORO	12	13	11	24	26	25	51	5	6	11	44	42	86
NIORO	10	12	6	18	24	22	46	5	5	10	41	33	74



Régions-Cercles-Communes	Enfant (< 18 ans)			Adulte (18 - 59 ans)				Personne âgée (> 59 ans)			Total Femme	Total Homme	Total Individus
	Menages	F	M	Total Enfant	F	M	Total Adulte	F	M	Total Personne âgée			
TROUNGOMBE	2	1	5	6	2	3	5	0	1	1	3	9	12
KENIEBA	21	18	11	29	41	42	83	4	8	12	63	61	124
KENIEBA	21	18	11	29	41	42	83	4	8	12	63	61	124
DIEMA	62	46	60	106	118	126	244	18	8	26	182	194	376
DIEMA	62	46	60	106	118	126	244	18	8	26	182	194	376
YELIMANE	10	17	11	28	12	17	29	2	2	4	31	30	61
YELIMANE	10	17	11	28	10	17	27	2	2	4	29	30	59
BAFOULABE	4	3	4	7	5	7	12	0	2	2	8	13	21
OUALIA	4	3	4	7	5	7	12	0	2	2	8	13	21
KAYES	8	9	15	24	12	6	18	1	2	3	22	23	45
KAYES	8	9	15	24	12	6	18	1	2	3	22	23	45
KIDAL	1035	2072	2171	4243	1046	676	1722	62	35	97	3180	2882	6062
ABEIBARA	134	244	217	461	112	86	198	12	9	21	368	312	680
ABEIBARA	134	244	217	461	112	86	198	12	9	21	368	312	680
KIDAL	740	1523	1649	3172	751	459	1210	35	23	58	2309	2131	4440
KIDAL	740	1523	1649	3172	751	459	1210	35	23	58	2309	2131	4440
TINESSAKO	161	305	305	610	183	131	314	15	3	18	503	439	942
TINESSAKO	161	305	305	610	183	131	314	15	3	2	503	439	942
KOULIKORO	1153	1906	1828	3734	1301	979	2280	112	120	232	3319	2927	6246



Régions-Cercles-Communes	Enfant (< 18 ans)			Adulte (18 - 59 ans)				Personne âgée (> 59 ans)			Total Femme	Total Homme	Total Individus
	Menages	F	M	Total Enfant	F	M	Total Adulte	F	M	Total Personne âgée			
KATI	677	1092	1031	2123	703	574	1277	71	81	152	1866	1686	3552
COMMUNE DE KATI	12	4	8	12	12	11	23	0	1	1	16	20	36
NEGUELA	8	17	21	38	10	10	20	1	4	5	28	35	63
MORIBABOUGOU	36	67	71	138	32	19	51	3	11	14	102	101	203
SAFO	69	131	137	268	69	68	137	3	15	18	203	220	423
MANDE	48	75	82	157	55	48	103	7	6	13	137	136	273
KALABANCORO	110	214	219	433	136	88	224	15	12	27	365	319	684
MOUNTOUGOULA	129	197	146	343	111	99	210	15	9	24	323	254	577
BAGUINEDA	113	188	159	347	121	89	210	7	8	15	316	256	572
N'GOURABA	13	21	19	40	15	11	26	3	2	5	39	32	71
OUELESSEBOUGOU	57	41	35	76	51	55	106	3	2	5	95	92	187
TIELE	24	36	34	70	25	21	46	3	6	9	64	61	125
KOURABA	22	35	41	76	24	19	43	2	3	5	61	63	124
TIAKADOUGOU DIALAKORO	36	66	59	125	42	36	78	9	2	11	117	97	214
BANAMBA	8	12	9	21	9	5	14	1	0	1	22	14	36
MADINA SACKO	1	1	0	1	1	0	1	0	0	0	2	0	2
DUGUWOLOWULA	7	11	9	20	8	5	13	1	0	1	20	14	34
DIOILA	363	613	576	1189	468	292	760	28	28	56	1109	896	2005
GUEGNEKA	245	431	439	870	321	211	532	21	23	44	773	673	1446



Régions-Cercles-Communes	Enfant (< 18 ans)			Adulte (18 - 59 ans)				Personne âgée (> 59 ans)			Total Femme	Total Homme	Total Individus
	Menages	F	M	Total Enfant	F	M	Total Adulte	F	M	Total Personne âgée			
ZAN COULIBALY	103	163	111	274	129	61	190	5	4	9	297	176	473
DIOILA	15	19	26	45	18	20	38	2	1	3	39	47	86
KANGABA	77	158	166	324	92	79	171	9	10	19	259	255	514
MINIDIAN	39	57	60	117	49	42	91	3	5	8	109	107	216
SELEFOUGOU	21	45	51	96	21	19	40	2	2	4	68	72	140
KANIOGO	17	56	55	111	22	18	40	4	3	7	82	76	158
KOULIKORO	28	31	46	77	29	29	58	3	1	4	63	76	139
KOULIKORO	28	31	46	77	29	29	58	3	1	4	63	76	139
MENAKA	7123	6547	7652	14199	7132	7081	14213	598	498	1096	14277	15231	29508
MENAKA	7123	6547	7652	14199	7132	7081	14213	598	498	1096	14277	15231	29508
MENAKA	7123	6547	7652	14199	7132	7081	14213	598	498	1096	14277	15231	29508
MOPTI	32813	64288	60509	124797	37045	27555	64600	2584	1842	4426	103917	89906	193823
BANDIAGARA	5342	10226	9896	20122	5867	4721	10588	405	273	678	16498	14890	31388
BANDIAGARA	1204	2289	2185	4474	1257	890	2147	113	94	207	3659	3169	6828
BARA SARA	176	362	254	616	124	125	249	2	9	11	488	388	876
TIMNIRI	234	494	448	942	151	85	236	0	1	1	645	534	1179
DOUCOUMBO	1280	2565	2475	5040	1407	1247	2654	151	66	217	4123	3788	7911
DOUROU	52	75	93	168	58	27	85	1	3	4	134	123	257
SANGHA	654	952	963	1915	753	588	1341	66	45	111	1771	1596	3367

X



Régions-Cercles-Communes	Enfant (< 18 ans)			Adulte (18 - 59 ans)				Personne âgée (> 59 ans)			Total Femme	Total Homme	Total Individus
	Menages	F	M	Total Enfant	F	M	Total Adulte	F	M	Total Personne âgée			
PIGNA BANA	138	180	213	393	186	92	278	11	5	16	377	310	687
BORKO	124	175	149	324	156	126	282	7	3	10	338	278	616
KENDIE	380	946	1084	2030	502	411	913	23	12	35	1471	1507	2978
DOGANIBERE	101	161	124	285	105	102	207	2	7	9	268	233	501
MUETOUMOU	761	1490	1500	2990	882	785	1667	19	10	29	2391	2295	4686
ONDOUGOU	121	268	143	411	142	116	258	5	9	14	415	268	683
SEGUE-IRE	117	269	265	534	144	127	271	5	9	14	418	401	819
BANKASS	6786	14317	14877	29194	7742	6171	13913	388	310	698	22447	21358	43805
BANKASS	3571	7321	7708	15029	3952	3107	7059	188	134	322	11461	10949	22410
BAYE	194	344	215	559	238	225	463	31	21	52	613	461	1074
DIALASSAGOU	171	876	532	1408	266	260	526	24	11	35	1166	803	1969
DIMBAL HABBE	65	107	96	203	86	82	168	12	8	20	205	186	391
KANI BONZON	278	494	449	943	338	275	613	19	13	32	851	737	1588
KOULOGON HABBE	297	755	817	1572	387	348	735	7	9	16	1149	1174	2323
LESSAGOU HABBE	208	464	487	951	279	197	476	7	6	13	750	690	1440
SEGUE	1153	2354	2763	5117	1258	811	2069	72	66	138	3684	3640	7324
SOKOURA	30	46	55	101	36	29	65	3	5	8	85	89	174
SOUBALA	242	553	579	1132	299	239	538	11	8	19	863	826	1689
TORI	577	1003	1176	2179	603	598	1201	14	29	43	1620	1803	3423



Régions-Cercles-Communes	Enfant (< 18 ans)			Adulte (18 - 59 ans)				Personne âgée (> 59 ans)			Total Femme	Total Homme	Total Individus
	Menages	F	M	Total Enfant	F	M	Total Adulte	F	M	Total Personne âgée			
DJENNE	4551	6188	5707	11895	4781	3704	8485	249	188	437	11218	9599	20817
DANDOUGOU	238	464	218	682	288	275	563	39	26	65	791	519	1310
FAKALA	1304	1262	1291	2553	1322	1035	2357	22	18	40	2606	2344	4950
DJENNE	1768	2257	2485	4742	1788	1431	3219	121	88	209	4166	4004	8170
FAKALA	141	149	270	419	52	105	157	3	5	8	204	380	584
FEMAYE	30	33	30	63	18	12	30	1	6	7	52	48	100
KOUAKOUROU	36	43	32	75	31	30	61	4	3	7	78	65	143
MADIAMA	109	140	184	324	137	131	268	19	12	31	296	327	623
NEMA-BADEYA-KAFO	362	746	473	1219	413	259	672	26	12	38	1185	744	1929
OURO ALI	283	656	259	915	393	169	562	11	14	25	1060	442	1502
PONDORI	280	438	465	903	339	257	596	3	4	7	780	726	1506
DERRARY	1663	5909	2928	8837	2005	1083	3088	222	118	340	8136	4129	12265
DOUENTZA	61	101	73	174	73	70	143	10	7	17	184	150	334
DALLAH	125	190	127	317	134	128	262	18	12	30	342	267	609
DIANVELY	1085	5003	2088	7091	1344	456	1800	134	59	193	6481	2603	9084
DOUENTZA	188	243	234	477	202	192	394	27	18	45	472	444	916
HAIRE	2	2	0	2	1	1	2	0	0	0	3	1	4
HOMBORI	7	3	4	7	3	3	6	0	0	0	6	7	13
MONDORO	136	212	274	486	206	197	403	28	19	47	446	490	936
GANDAMIA													



Régions-Cercles-Communes	Enfant (< 18 ans)			Adulte (18 - 59 ans)				Personne âgée (> 59 ans)			Total Femme	Total Homme	Total Individus
	Menages	F	M	Total Enfant	F	M	Total Adulte	F	M	Total Personne âgée			
DEBERE	49	114	96	210	31	30	61	4	3	7	149	129	278
TEDIE	10	41	32	73	11	6	17	1	0	1	53	38	91
KORO	4216	8208	8296	16504	5003	4135	9138	417	276	693	13628	12707	26335
BARAPIRELI	171	89	262	351	49	114	163	16	11	27	154	387	541
BONDO	218	218	448	666	282	269	551	38	26	64	538	743	1281
DIANKABOU	353	828	986	1814	767	732	1499	105	70	175	1700	1788	3488
DINANGOUROU	50	79	41	120	51	49	100	7	5	12	137	95	232
DIOUNGANI	402	323	436	759	321	307	628	44	29	73	688	772	1460
DOUGOUTENE I	492	1242	1149	2391	650	694	1344	41	24	65	1933	1867	3800
DOUGOUTENE II	693	1588	1245	2833	697	498	1195	48	33	81	2333	1776	4109
KOPORO PEN	344	776	690	1466	338	251	589	9	7	16	1123	948	2071
KOPOROKENDIE NA	248	689	525	1214	265	75	340	17	6	23	971	606	1577
KORO	960	2040	1993	4033	1221	801	2022	43	33	76	3304	2827	6131
MADOUGOU	186	161	393	554	234	223	457	32	21	53	427	637	1064
PEL MAOUDE	81	156	110	266	112	107	219	15	10	25	283	227	510
YORO	2	3	1	4	2	2	4	0	0	0	5	3	8
YOUADIOU	16	16	17	33	14	13	27	2	1	3	32	31	63
MOPTI	7111	14450	13564	28014	8323	5472	13795	782	539	1321	23555	19575	43130
COMMUNE DE MOPTI	1771	2011	2080	4091	1802	1132	2934	261	198	459	4074	3410	7484



Régions-Cercles-Communes	Enfant (< 18 ans)			Adulte (18 - 59 ans)				Personne âgée (> 59 ans)			Total Femme	Total Homme	Total Individus
	Menages	F	M	Total Enfant	F	M	Total Adulte	F	M	Total Personne âgée			
SOCOURA	3317	9119	7918	17037	4444	2834	7278	432	243	675	13995	10995	24990
KONNA	687	982	1194	2176	682	432	1114	15	31	46	1679	1657	3336
KOUNARI	56	49	83	132	61	61	122	11	7	18	121	151	272
FATOMA	287	487	537	1024	302	251	553	22	31	53	811	819	1630
SIO	993	1802	1752	3554	1032	762	1794	41	29	70	2875	2543	5418
TENENKOU	2024	2151	2648	4799	2135	1483	3618	95	113	208	4381	4244	8625
DIAFARABE	853	926	997	1923	933	793	1726	55	63	118	1914	1853	3767
DIAKA	29	23	33	56	23	22	45	3	2	5	49	57	106
KARERI	576	229	469	698	585	323	908	19	9	28	833	801	1634
TOGUERE-COUMBE	53	87	81	168	54	46	100	0	9	9	141	136	277
DIONDIORI	192	295	370	665	206	118	324	1	6	7	502	494	996
TENENKOU	321	591	698	1289	334	181	515	17	24	41	942	903	1845
YOUWAROU	1120	2839	2593	5432	1189	786	1975	26	25	51	4054	3404	7458
BIMBERE TAMA	234	752	661	1413	314	189	503	7	9	16	1073	859	1932
YOUWAROU	251	634	580	1214	260	176	436	14	15	29	908	771	1679
FARIMAKE	635	1453	1352	2805	615	421	1036	5	1	6	2073	1774	3847
SEGOU	10770	12938	12801	25739	10327	5327	15654	544	445	989	23809	18573	42382
MACINA	313	579	718	1297	376	242	618	16	29	45	971	989	1960
KOKRY	79	160	164	324	82	76	158	4	11	15	246	251	497



Régions-Cercles-Communes	Enfant (< 18 ans)			Adulte (18 - 59 ans)				Personne âgée (> 59 ans)			Total Femme	Total Homme	Total Individus
	Menages	F	M	Total Enfant	F	M	Total Adulte	F	M	Total Personne âgée			
KOLONGO	47	101	154	255	68	11	79	3	0	3	172	165	337
MACINA	167	283	359	642	199	134	333	7	11	18	489	504	993
MONIPEBOUGOU	18	30	38	68	25	19	44	2	7	9	57	64	121
SOULEYE	2	5	3	8	2	2	4	0	0	0	7	5	12
NIONO	6393	6462	6216	12678	6120	2706	8826	310	248	558	12892	9170	22062
DIABALY	946	606	543	1149	1241	321	1562	36	33	69	1883	897	2780
DOGOFRY	981	521	493	1014	512	314	826	19	13	32	1052	820	1872
KALA SIGUIDA	708	521	452	973	403	129	532	9	11	20	933	592	1525
MARIKO	745	610	605	1215	498	329	827	25	13	38	1133	947	2080
NAMPALARI	123	202	195	397	165	52	217	7	3	10	374	250	624
NIONO	1484	1453	1517	2970	1744	879	2623	124	111	235	3321	2507	5828
POGO	231	499	352	851	229	73	302	6	7	13	734	432	1166
SIRIBALA	141	459	399	858	232	93	325	12	11	23	703	503	1206
SIRIFILA BOUNDY	401	390	694	1084	413	230	643	9	6	15	812	930	1742
SOKOLO	256	421	329	750	251	114	365	15	9	24	687	452	1139
TORIDAGAKO	250	573	439	1012	311	150	461	43	29	72	927	618	1545
YEREDON SANIONA	127	207	198	405	121	22	143	5	2	7	333	222	555
SAN	705	1076	1413	2489	757	492	1249	49	24	73	1882	1929	3811
SAN	611	931	1268	2199	631	411	1042	31	14	45	1593	1693	3286



Régions-Cercles-Communes	Enfant (< 18 ans)			Adulte (18 - 59 ans)				Personne âgée (> 59 ans)			Total Femme	Total Homme	Total Individus
	Menages	F	M	Total Enfant	F	M	Total Adulte	F	M	Total Personne âgée			
SY	31	43	50	93	31	27	58	9	3	12	83	80	163
TENE	7	9	14	23	7	1	8	0	1	1	16	16	32
BARAMADOUGOU	56	93	81	174	88	53	141	9	6	15	190	140	330
SEGOU	2173	3108	2797	5905	1969	1291	3260	102	99	201	5179	4187	9366
COMMUNE DE SEGOU	717	941	698	698	396	274	670	22	21	43	1359	993	2352
PELENGANA	748	1141	1041	2182	785	496	1281	36	29	65	1962	1566	3528
SEBOUGOU	91	102	93	195	107	74	181	4	8	12	213	175	388
SAKOIBA	82	32	56	88	95	32	127	3	4	7	130	92	222
MARKALA	262	512	475	987	289	211	500	17	11	28	818	697	1515
SANSANDING	77	109	167	276	82	50	132	6	10	16	197	227	424
SIBILA	15	12	11	23	12	6	18	3	1	4	27	18	45
N'KOUMANDOUGOU	113	127	112	239	121	96	217	5	2	7	253	210	463
DIORO	43	92	108	200	51	31	82	1	7	8	144	146	290
DOUGABOUGOU	25	40	36	76	31	21	52	5	6	11	76	63	139
TOMINIAN	756	1232	1076	2308	693	358	1051	40	32	72	1965	1466	3431
COMMUNE DE TOMINIAN	94	154	113	267	126	69	195	11	12	23	291	194	485
TIMISSA	153	376	262	638	158	96	254	5	1	6	539	359	898
LANFIALA	134	210	199	409	149	68	217	8	7	15	367	274	641
FANGASSO	164	82	88	170	72	34	106	4	3	7	158	125	283



Régions-Cercles-Communes	Enfant (< 18 ans)			Adulte (18 - 59 ans)				Personne âgée (> 59 ans)			Total Femme	Total Homme	Total Individus
	Menages	F	M	Total Enfant	F	M	Total Adulte	F	M	Total Personne âgée			
KOULA	211	410	414	824	188	91	279	12	9	21	610	514	1124
BARAOUELI	110	172	225	397	110	63	173	12	4	16	294	292	586
COMMUNE DE BARAOULI	20	11	6	17	13	10	23	2	1	3	26	17	43
BOIDIE	3	4	7	11	3	3	6	3	1	4	10	11	21
KONOBOUGOU	78	138	194	332	83	45	128	4	1	5	225	240	465
SANANDO	9	19	18	37	11	5	16	3	1	4	33	24	57
BLA	320	309	356	665	302	175	477	15	9	24	626	540	1166
COMMUNE DE BLA	131	126	151	277	124	48	172	4	3	7	254	202	456
FALO	7	8	5	13	8	6	14	1	0	1	17	11	28
YANGASSO	96	59	36	95	72	53	125	4	1	5	135	90	225
TOUNA	86	116	164	280	98	68	166	6	5	11	220	237	457
SIKASSO	811	1532	1239	2771	1629	1086	2715	28	26	54	3189	2351	5540
BOUGOUNI	92	101	88	189	267	235	502	9	5	14	377	328	705
BOUGOUNI	92	101	88	189	267	235	502	9	5	14	377	328	705
SIKASSO	254	456	400	856	678	368	1046	7	8	15	1141	776	1917
SIKASSO	185	291	293	584	513	219	732	5	3	8	809	515	1324
KIGNAN	18	57	34	91	61	65	126	0	1	1	118	100	218
KOUROUMA	12	21	9	30	13	12	25	0	1	1	34	22	56
NIENA	39	87	64	151	91	72	163	2	3	5	180	139	319



Régions-Cercles-Communes	Enfant (< 18 ans)			Adulte (18 - 59 ans)				Personne âgée (> 59 ans)			Total Femme	Total Homme	Total Individus
	Menages	F	M	Total Enfant	F	M	Total Adulte	F	M	Total Personne âgée			
YOROSSO	81	69	81	150	121	66	187	2	3	5	192	150	342
KOURY	81	69	81	150	121	66	187	2	3	5	192	150	342
KADIOLO	122	256	232	488	152	128	280	5	3	8	413	363	776
DIOMATENE	17	31	17	48	19	13	32	2	1	3	52	31	83
MISSENI	19	32	27	59	25	24	49	1	0	1	58	51	109
ZEGOUA	86	193	188	381	108	91	199	2	2	4	303	281	584
KOUTIALA	218	621	412	1033	312	209	521	4	6	10	937	627	1564
KOUTIALA	218	621	412	1033	312	209	521	4	6	10	937	627	1564
KOLON DIEBA	41	27	24	51	94	74	168	1	1	2	122	99	221
KOLON DIEBA	41	27	24	51	94	74	168	1	1	2	122	99	221
YANFOLILA	3	2	2	4	5	6	11	0	0	0	7	8	15
YANFOLILA	3	2	2	4	5	6	11	0	0	0	7	8	15
TOMBOUCTOU	15363	24658	24838	49496	16059	9642	25701	746	607	1353	41463	35087	76550
DIRE	1079	1608	1645	3253	1026	889	1915	16	14	30	2650	2548	5198
HAIBONGO	98	129	136	265	109	80	189	2	2	4	240	218	458
KIRCHAMBA	162	272	208	480	167	188	355	1	1	2	440	397	837
SAREYAMOU	260	265	356	621	185	201	386	0	1	1	450	558	1008
TIENKOUR	67	126	132	258	61	59	120	3	1	4	190	192	382
DANGHA	88	161	159	320	91	88	179	2	1	3	254	248	502



Régions-Cercles-Communes	Enfant (< 18 ans)			Adulte (18 - 59 ans)				Personne âgée (> 59 ans)			Total Femme	Total Homme	Total Individus
	Menages	F	M	Total Enfant	F	M	Total Adulte	F	M	Total Personne âgée			
TINGREGUEF	138	199	199	398	142	109	251	1	3	4	342	311	653
TINDIRMA	110	191	196	387	110	83	193	3	1	4	304	280	584
DIRE	79	149	153	302	82	22	104	1	1	2	232	176	408
BINGHA	77	116	106	222	79	59	138	3	3	6	198	168	366
GOUNDAM	780	1353	1497	2850	826	798	1624	23	27	50	2202	2322	4524
DOUKOURIA	103	148	154	302	122	102	224	1	5	6	271	261	532
ALZOUNOUB	422	741	889	1630	438	459	897	2	3	5	1181	1351	2532
TONKA	255	464	454	918	266	237	503	20	19	39	750	710	1460
GOURMA-RHAROUS	8862	12874	12821	25695	9235	4859	14094	453	323	776	22562	18003	40565
BANIKANE	518	763	746	1509	591	452	1043	33	12	45	1387	1210	2597
BAMBARAMAOUDE	2121	3982	3202	7184	2012	971	2983	121	99	220	6115	4272	10387
HAMZAKOMA	972	1301	1211	2512	987	561	1548	21	22	43	2309	1794	4103
HARIBOMO	669	521	687	1208	754	541	1295	22	19	41	1297	1247	2544
OUINERDENE	659	1121	1097	2218	681	512	1193	32	29	61	1834	1638	3472
GOSSI	1732	2213	2182	4395	1821	897	2718	121	66	187	4155	3145	7300
RHAROUS	511	1002	1322	2324	561	212	773	31	19	50	1594	1553	3147
SERERE	507	774	625	1399	574	96	670	6	4	10	1354	725	2079
INADIATAFANE	1173	1197	1749	2946	1254	617	1871	66	53	119	2517	2419	4936
NIAFUNKE	2057	4251	3987	8238	2133	1253	3386	88	75	163	6472	5315	11787



Régions-Cercles-Communes	Enfant (< 18 ans)			Adulte (18 - 59 ans)				Personne âgée (> 59 ans)			Total Femme	Total Homme	Total Individus
	Menages	F	M	Total Enfant	F	M	Total Adulte	F	M	Total Personne âgée			
NIAFUNKE	1298	2831	2621	5452	1321	711	2032	32	38	70	4184	3370	7554
SOUMPI	759	1420	1366	2786	812	542	1354	56	37	93	2288	1945	4233
TOMBOUCTOU	2585	4572	4888	9460	2839	1843	4682	166	168	334	7577	6899	14476
ALAFIA	552	1046	1083	2129	621	457	1078	45	77	122	1712	1617	3329
BOUREM INALY	634	834	921	1755	709	544	1253	59	43	102	1602	1508	3110
TOMBOUCTOU	32	38	51	89	35	18	53	1	2	3	74	71	145
SALAM	244	376	400	776	264	193	457	21	17	38	661	610	1271
LAFIA	367	646	855	1501	371	222	593	1	3	4	1018	1080	2098
BER	756	1632	1578	3210	839	409	1248	39	26	65	2510	2013	4523
TOTAL	82 494	134389	129275	263664	89344	59779	149123	5562	4271	9833	229295	193325	422 620



Annexe II : Situation des Rapatriés par regions, cercles et communes à la date du 31 août 2022

Region Cercle Commune	Menage	Enfants (< 18 ans)			Adultes (18-59 ans)			Personnes âgée(> 59 ans)			Total général
		F	M	Total Enfants	F	M	Total Adultes	F	M	Total Personnes âgée	
BAMAOKO	207	105	88	193	204	193	397	25	30	55	645
BAMAOKO	207	105	88	193	204	193	397	25	30	55	645
COMMUNE I	12	4	5	9	11	11	22	1	3	4	35
COMMUNE IV	3	2	3	5	7	3	10		1	1	16
COMMUNE V	10	10	7	17	12	8	20		2	2	39
COMMUNE VI	182	89	73	162	174	171	345	24	24	48	555
GAO	6403	4373	4523	8896	6670	5336	12006	712	831	1543	22445
ANSONGO	1346	1136	1112	2248	1473	1069	2542	147	191	338	5128
ANSONGO	448	393	387	780	464	350	814	48	59	107	1701
BARA	2	1	3	4	4	1	5	2	1	3	12
BOURRA	3	1	3	4	5	2	7		1	1	12
OUATTAGOUNA	476	409	378	787	566	378	944	62	64	126	1857
TALATAYE	1				5	1	6		2	2	8
TESSIT	210	221	220	441	246	176	422	16	31	47	910
TIN HAMA	206	111	121	232	183	161	344	19	33	52	628
BOUREM	497	263	264	527	543	559	1102	65	92	157	1786
BAMBA	18	11	6	17	22	24	46	5	4	9	72
BOUREM	360	167	165	332	329	384	713	49	68	117	1162
TABOYE	16	12	16	28	24	18	42		1	1	71
TARKINT	24	20	16	36	82	60	142	8	5	13	191
TEMERA	79	53	61	114	86	73	159	3	14	17	290
GAO	4560	2974	3147	6121	4654	3708	8362	500	548	1048	15531



Region Cercle Commune	Menage	Enfants (< 18 ans)			Adultes (18-59 ans)			Personnes âgée(> 59 ans)			Total général
		F	M	Total Enfants	F	M	Total Adultes	F	M	Total Personnes âgées	
ALIBER SONY	1								1	1	1
ANCHAWADI	203	128	123	251	212	162	374	35	27	62	687
GABERO	90	32	34	66	50	48	98	6	6	12	176
GAO	1568	1109	1191	2300	1918	1311	3229	244	212	456	5985
GOUNZOUREYE	10	10	17	27	11	9	20	1	1	2	49
N'TILLIT	2686	1695	1782	3477	2462	2177	4639	213	301	514	8630
SONI ALI BER	1				1		1				1
TILEMSI	1					1	1	1		1	2
KIDAL	431	248	220	468	679	784	1463	67	55	122	2053
KIDAL	151	82	87	169	248	260	508	28	24	52	729
ANEFIF	33	25	23	48	65	75	140	7	6	13	201
KIDAL	118	57	64	121	183	185	368	21	18	39	528
TESSALIT	280	166	133	299	431	524	955	39	31	70	1324
ADJELHOC	55	36	28	64	62	71	133	5	4	9	206
TESSALIT	224	130	105	235	369	451	820	34	27	61	1116
TIMTAGHENE	1					2	2				2
KOULIKORO	83	15	21	36	72	73	145	14	14	28	209
DIOILA	1	1	1	2	1	1	2				4
GUEGNEKA	1	1	1	2	1	1	2				4
KATI	81	14	20	34	70	71	141	14	14	28	203
KALABANCORO	48	6	12	18	43	51	94	10	7	17	129
KATI	33	8	8	16	27	20	47	4	7	11	74
KOULIKORO	1				1	1	2				2



Region Cercle Commune	Menage	Enfants (< 18 ans)			Adultes (18-59 ans)			Personnes âgée(> 59 ans)			Total général
		F	M	Total Enfants	F	M	Total Adultes	F	M	Total Personnes âgée	
KOULIKORO	1				1	1	2				2
MENAKA	3554	3425	3642	7067	4301	3718	8019	417	464	881	15967
ANDERAMBOUKANE	1888	1740	1896	3636	2319	2185	4504	185	267	452	8592
ANDERAMBOUKANE	1888	1740	1896	3636	2319	2185	4504	185	267	452	8592
INEKAR	110	137	135	272	121	126	247	11	18	29	548
INEKAR	110	137	135	272	121	126	247	11	18	29	548
MENAKA	1555	1548	1611	3159	1861	1406	3267	221	179	400	6826
MENAKA	1555	1548	1611	3159	1861	1406	3267	221	179	400	6826
TIDERMENE	1					1	1				1
TIDERMENE	1					1	1				1
MOPTI	1502	850	854	1704	1201	1041	2242	152	191	343	4289
BANDIAGARA	1		1	1	2	1	3				4
BANDIAGARA	1		1	1	2	1	3				4
DOUENTZA	1201	691	714	1405	958	856	1814	124	155	279	3498
DJAPTODJI	40	10	10	20	22	40	62	1	5	6	88
DOUENTZA	119	79	73	152	87	84	171	17	13	30	353
GANDAMIA	6	2	1	3	4	5	9		3	3	15
HAIRE	892	528	539	1067	712	605	1317	85	107	192	2576
HOMBORI	88	61	58	119	99	73	172	15	21	36	327
KERENA	1	3		3							3
KORAROU	3		1	1	2	2	4		1	1	6
MONDORO	52	8	32	40	32	47	79	6	5	11	130
KORO	16	10	10	20	10	10	20	3	3	6	46



Region Cercle Commune	Menage	Enfants (< 18 ans)			Adultes (18-59 ans)			Personnes âgée(> 59 ans)			Total général
		F	M	Total Enfants	F	M	Total Adultes	F	M	Total Personnes âgées	
KORO	16	10	10	20	10	10	20	3	3	6	46
MOPTI	58	25	21	46	44	43	87	3	11	14	147
DIALLOUBE	36	14	7	21	18	29	47	2	6	8	76
FATOMA	2	2		2	2	1	3				5
KONNA	9	8	7	15	17	5	22		3	3	40
KOUBAYE	4		2	2	2	4	6		1	1	9
MOPTI	6	1	5	6	5	4	9	1		1	16
SOCOURA	1								1	1	1
TENENKOU	91	50	41	91	58	51	109	6	8	14	214
DIONDORI	1	1	1	2	1	1	2				4
KARERI	87	46	38	84	55	45	100	6	7	13	197
TENENKOU	3	3	2	5	2	5	7		1	1	13
YOUWAROU	135	74	67	141	129	80	209	16	14	30	380
DONGO	1					1	1				1
FARIMAKE	134	74	67	141	129	79	208	16	14	30	379
SÉGOU	457	254	230	484	378	291	669	43	44	87	1240
BARAOUELI	1	5	1	6	1	1	2				8
TAMANI	1	5	1	6	1	1	2				8
BLA	2	4	1	5	1	1	2				7
BLA	2	4	1	5	1	1	2				7
NIONO	378	217	202	419	316	237	553	33	34	67	1039
DIABALY	8	4	8	12	7	7	14		1	1	27
MARIKO	50	21	13	34	22	27	49	10	8	18	101



Region Cercle Commune	Menage	Enfants (< 18 ans)			Adultes (18-59 ans)			Personnes âgée(> 59 ans)			Total général
		F	M	Total Enfants	F	M	Total Adultes	F	M	Total Personnes âgées	
NAMPALARI	273	174	162	336	249	184	433	21	21	42	811
NIONO	12	6	8	14	11	7	18		1	1	33
SIRIBALA	35	12	11	23	27	12	39	2	3	5	67
SAN	3				2	2	4		1	1	5
SY	3				2	2	4		1	1	5
SEGOU	73	28	26	54	58	50	108	10	9	19	181
PELENGANA	29	11	9	20	30	24	54	4	5	9	83
SEBOUGOU	9	3	5	8	7	6	13	2	1	3	24
SEGOU	35	14	12	26	21	20	41	4	3	7	74
TOMBOUCTOU	11740	7379	7327	14706	10941	9206	20147	1498	1607	3105	37958
DIRE	825	389	323	712	733	706	1439	116	141	257	2408
DANGHA	245	94	60	154	185	140	325	27	29	56	535
DIRE	348	161	151	312	317	330	647	52	74	126	1085
HAIBONGO	51	25	17	42	40	50	90	8	4	12	144
SAREYAMOU	11	7	10	17	16	15	31		2	2	50
TIENKOUR	114	70	60	130	123	111	234	18	22	40	404
TINGUEREGUIF	56	32	25	57	52	60	112	11	10	21	190
GOUNDAM	2203	1353	1435	2788	1675	1582	3257	257	327	584	6629
ADARMALANE	6	1	2	3	6	5	11				14
ALZOUNOUB	202	130	139	269	163	112	275	22	14	36	580
DOUEKIRE	439	184	221	405	277	330	607	59	97	156	1168
DOUKOURIA	424	190	237	427	357	361	718	52	60	112	1257
ESSAKANE	296	120	120	240	158	196	354	32	50	82	676



Region Cercle Commune	Menage	Enfants (< 18 ans)			Adultes (18-59 ans)			Personnes âgée(> 59 ans)			Total général
		F	M	Total Enfants	F	M	Total Adultes	F	M	Total Personnes âgées	
GARGANDO	674	637	625	1262	594	471	1065	74	84	158	2485
GOUNDAM	65	20	28	48	37	31	68	3	14	17	133
ISSA BERY	1				1		1				1
KANEYE	1	1	1	2	1	1	2				4
RAZELMA	18	18	17	35	11	9	20	3	4	7	62
TELE	1	1	2	3	1	3	4				7
TILEMSI	60	34	33	67	54	52	106	9	3	12	185
TIN AICHA	9	7	7	14	6	4	10	3	1	4	28
TIN-AICHA	2	3	2	5	3	2	5				10
TONKA	5	7	1	8	6	5	11				19
GOURMA-RHAROUS	3522	2370	2381	4751	3693	3126	6819	447	494	941	12511
BAMBARA MAOUDE	220	164	173	337	200	150	350	26	37	63	750
BANICANE	78	50	63	113	87	59	146	17	14	31	290
GOSSI	1652	1211	1151	2362	1737	1516	3253	185	207	392	6007
HAMZAKOMA	77	49	50	99	72	76	148	8	14	22	269
HAMZAKONA	241	141	145	286	270	218	488	31	40	71	845
HARIBOMO	166	96	98	194	154	157	311	16	18	34	539
INADIATAFANE	401	293	294	587	380	289	669	36	59	95	1351
OUIERDEN	69	46	42	88	68	55	123	12	13	25	236
RHAROUS	617	320	365	685	725	605	1330	116	92	208	2223
SERERE	1					1	1				1
NIAFUNKE	1692	938	855	1793	1493	852	2345	211	227	438	4576
DIANKE	2	4	1	5	1		1		1	1	7



Region Cercle Commune	Menage	Enfants (< 18 ans)			Adultes (18-59 ans)			Personnes âgée(> 59 ans)			Total général
		F	M	Total Enfants	F	M	Total Adultes	F	M	Total Personnes âgée	
LERE	1295	798	716	1514	1255	615	1870	125	95	220	3604
SOBOUNDOU	10	8	11	19	9	7	16	1	1	2	37
SOUBOUNDOU	13	8	10	18	15	9	24	4	4	8	50
SOUMPI	372	120	117	237	213	221	434	81	126	207	878
TOMBOUCTOU	3498	2329	2333	4662	3347	2940	6287	467	418	885	11834
ALAFIA	519	268	294	562	453	454	907	71	69	140	1609
BER	865	781	799	1580	942	992	1934	116	139	255	3769
BOUREM INALY	24	14	27	41	23	15	38	2	2	4	83
LAFIA	173	115	93	208	162	169	331	19	36	55	594
SALAM	198	151	140	291	199	137	336	29	34	63	690
TOMBOUCTOU	1719	1000	980	1980	1568	1173	2741	230	138	368	5089
Total	24 377	16649	16905	33554	24446	20642	45088	2928	3236	6164	84 806



Annexe III : Méthodologie

Les activités de la DTM sont basées sur la méthodologie approuvée par la Commission Mouvement de Populations et sont menées par des équipes mixtes composées de membres, de la Direction Nationale du Développement Social (DNDS), de l'OIM et de l'UNHCR.

Enregistrement :

A. PDI et PDI retournées :

Les opérations d'enregistrement consistent à faire le profilage des populations déplacées en collectant des données relatives à leur profil démographique, l'historique de déplacement, les besoins, l'assistance reçue ainsi que les vulnérabilités identifiées.

- **Formation :** La formation des équipes en charge de la collecte de données a lieu par groupe de 20 à 30 personnes. Les formations sont menées par les agents de la DNDS. Les superviseurs et enquêteurs de la DNDS sont les cibles privilégiées de ces sessions qui couvrent notamment : les objectifs de la DTM, la méthodologie, les outils de collecte de données, ainsi que des informations concernant la collecte et la protection de données. Des personnes déplacées sont également invitées à ces sessions et sont intégrées aux équipes d'enregistrement.
- **Communication :** Des campagnes de communication sont mises en œuvre afin d'informer les populations déplacées sur la date et l'objectif des enregistrements. L'équipe de la DNDS travaille en collaboration étroite avec les maires, chefs de quartiers et points focaux des PDI afin de faire parvenir les messages-clé aux populations déplacées.
- **Collecte des données.** La collecte de données se fait selon une approche communautaire et inclut des chefs de quartiers, des représentants des ONGs, des leaders communautaires ainsi que des personnes déplacées. La collecte de données se réalise en trois étapes :
 1. **Evaluation au niveau des communes :** Une évaluation au niveau des communes où ont été identifiées des personnes déplacées est réalisée au travers d'entretiens auprès d'informateurs clés (maire, représentants des personnes déplacées) et de visites de terrain. Ces évaluations permettent de confirmer la présence de personnes déplacées dans ces communes, d'identifier les quartiers où se trouvent ces personnes ainsi que de collecter des informations concernant les services fournis, les besoins et l'assistance délivrée.
 2. **Evaluation au niveau des quartiers :** Une évaluation au niveau des quartiers où ont été identifiées des personnes déplacées est réalisée au travers d'entretiens auprès d'informateurs clés (chefs de quartiers/fractions/bandes, représentants des personnes déplacées et retournées, officiels locaux etc.) et de visites terrain. Ces évaluations permettent de confirmer la présence de personnes déplacées dans ces quartiers ainsi que de faire état des services fournis, des besoins, de l'assistance délivrée, des problèmes de sécurité ainsi que des besoins en terme d'emploi.
 3. **Enregistrement des ménages déplacés :** L'enregistrement des ménages déplacés se fait au travers d'un entretien individuel avec le chef de ménage. Des données telles que le nombre de membres du foyer, leurs profils et vulnérabilités, l'historique des déplacements, l'assistance et les besoins sont collectées durant cette étape.
- **Mise à jour des données :** Des opérations sur le terrain sont menées de façon régulière afin de vérifier la présence des personnes enregistrées. Ces vérifications se font au travers d'agents permanents basés dans l'ensemble des régions du pays.



Points de suivi des mouvements de populations/Flow Monitoring Points (FMP) :

Cet exercice n'a pas vocation à être exhaustif et vise avant tout à produire des tendances en termes de déplacement ainsi qu'à agir comme système d'alerte précoce en cas de déplacements massifs et soudains de populations,

- **Formation** : Comme pour l'enregistrement, les équipes déployées aux FMP sont composées d'agents de la DNDS et de l'OIM. Ces équipes ont été formées sur la méthodologie retenue pour cet exercice, sur l'utilisation du questionnaire employé ainsi que sur des questions essentielles relatives à la protection.
- **Collecte des données** : Les équipes FMP sont placées dans certains lieux d'entrée et de transit clés tels que les gares routières et fluviales. Le recensement des personnes déplacées se rendant du centre vers le sud, du nord vers le sud ou entre les régions nord ou du centre se fait généralement à l'intérieur des moyens de transport empruntés par ces personnes (bus ou pinasses). La collecte de données aux points FMP permet également d'identifier les personnes déplacées les plus vulnérables durant leurs voyages ou une fois arrivées à destination. Si besoin, ces personnes bénéficient d'un référencement aux partenaires présents sur le terrain.

B. RAPATRIES :

Documents des réfugiés :

Les réfugiés régulièrement enregistrés dans les pays d'asile reviennent avec deux documents principaux:

a- Formulaire de Rapatriement Volontaire (FRV) : pour ceux qui déclarent leur retour aux autorités et l'UNHCR.

Les réfugiés lorsqu'ils décident de retourner dans leur pays d'origine doivent informer l'UNHCR et les autorités de ce pays de leur désir de retour. Avant leur départ, ils remettent leurs attestations d'enregistrement aux autorités du pays d'asile qui met à la disposition de chaque ménage un document commun (Formulaire de Rapatriement Volontaire) avec certaines informations biométriques.

b- L'Attestation de réfugié: pour ceux qui ne déclarent pas leur retour aux autorités et à l'UNHCR.

Signature de l'autorité du pays d'accueil, logo du gouvernement d'accueil, photos et informations de tous les membres de la famille. L'attestation est écrite en français pour le Niger et le Burkina Faso ; en français et arabe pour la Mauritanie.

Le formulaire de rapatriement volontaire et l'attestation de réfugié sont les seuls documents de référence pour l'enregistrement des rapatriés parce qu'ils comportent en plus de certaines informations biométriques le numéro proGres du ménage et celui de tous ses membres.

En plus de ces documents, le rapatrié peut aussi disposer de :

c- la Carte de ration avec les logos UNHCR et PAM. Ces cartes de ration doivent être systématiquement retirées et remises à l'UNHCR dès l'enregistrement des rapatriés.

d. Manifeste/Liste des rapatriés

Il s'agit d'une liste commune délivrée par ménage avec certaines informations biométriques.

Cette liste est normalement accompagnée par une lettre de l'UNHCR du pays d'asile.



e. Sans document

Les Maliens qui prétendent être des rapatriés mais sans présenter leurs documents de réfugiés ne doivent pas être enregistrés comme rapatriés.

Cependant, une attention particulière est accordée aux rapatriés en provenance de l'Algérie. Dans ce cas, la DNDS procède à la vérification auprès des autorités traditionnelles et administratives pour adopter de commun accord la conduite à tenir.

Lieux d'enregistrement :

Les rapatriés sont enregistrés soit au niveau des points d'enregistrements identifiés soit dans leurs zones de retour.

a-Dans les zones de retour

L'enregistrement qui a lieu dans les zones de retour concerne deux catégories de rapatriés à savoir:

- Les rapatriés arrivés au Mali dans la période allant de septembre 2014 à juillet 2015. L'enregistrement à débiter par ceux qui se sont, soit inscrit auprès des bureaux de l'UNHCR, soit auprès des Directions Régionales du Développement Social et de l'Economie Solidaire (DRDSES). Après cette étape, les agents enregistreurs continue l'enregistrement auprès des ménages non-inscrits disposant des documents cités plus haut.

- Les rapatriés qui ne passent pas par les points d'enregistrements identifiés. Ils seront sensibilisés pour se présenter aux autorités dès leur arrivée. Les agents enregistreurs devront garder un contact permanent avec les autorités pour être informés à tout moment d'arrivée des rapatriés dans le cercle ou les points d'enregistrements ont été identifiés. Dès réception de cette information, les agents enregistreurs effectueront une mission sur le terrain pour enregistrer ces rapatriés.

b-Aux points d'enregistrements

Les agents enregistreurs sont présents en permanence au niveau des points d'enregistrements ci-dessous identifiés:

- région de Kidal: Kidal centre, Anefif, Aguel Hoc et Tessalit,
- région de Gao: Intilit, Djebok, Labezanga, Anderanboukane, Menaka, Bourem, Gossi et Gao centre,
- région de Tombouctou: Léré, Soumpi, Diré, Goundam, Tombouctou centre 01, Essakane, Tombouctou centre 02, Bambara Maoudé et Rharous,
- région de Mopti: Boni, Tenenkou et Youwarou, Gathi-Loumo (Tenenkou),
- région de Ségou : Nampala et Niono,
- et le District de Bamako: pour couvrir les six communes de Bamako et la région de Koulikoro.

Ces points sont susceptibles de modification et les agents enregistreurs sont tenus de se déplacer au besoin dans les localités en fonctions des arrivées signalées.



Procédures d'enregistrement :

Seuls les rapatriés sont concernés par cet enregistrement. Les rapatriés devront présenter aux agents enregistreurs les documents de réfugié obtenus dans les pays d'asile.

Avant de commencer l'enregistrement, l'agent enregistreur devra vérifier l'authenticité des documents soumis par les rapatriés en faisant une comparaison avec les spécimens du pays d'asile en leur possession. Une fois l'authenticité des documents de réfugiés confirmée, l'agent procédera à l'enregistrement de chaque ménage sur le formulaire d'enregistrement des rapatriés au Mali. Seules les personnes physiquement présentes dont les noms se trouvent sur les documents du réfugié délivrés par les pays d'asile seront enregistrées, ou le nombre indiqué sur le manifeste sera pris en considération.

La présence physique des personnes est obligatoire. L'agent enregistreur doit procéder à la reconnaissance faciale des personnes présentes. Toute tentative de fraude sera sanctionnée par un rejet du dossier par l'agent enregistreur. Et ce dernier devra informer son superviseur de la situation qui à son tour informera l'UNHCR à travers la DRDSES. L'UNHCR se chargera de vérifier en lien avec le pays d'asile si la personne est concernée par cette opération.

C. EVALUATION DES BESOINS DANS LES ZONES DE RETOUR:

Cet exercice vise, au niveau des villages identifiés, à mieux appréhender et quantifier les besoins des populations affectées par la crise: populations déplacées, retournées et communautés d'accueil. Les informations collectées concernent les secteurs alimentation, eau/hygiène/assainissement, abri, moyen de subsistance et éducation.

- Formation: Les formations pour les évaluations des besoins sont menées par des représentants de la DNDS dans les régions de Gao, Tombouctou et Mopti au profit des staffs DNDS.
- Collecte des données : Ces évaluations sont menées dans des villages des régions de Gao, Tombouctou et Mopti où une forte concentration de personnes déplacées et retournées ont été identifiées.
- Saisie des données : Les données collectées sur le terrain seront vérifiées puis entrées dans la base de données de la DNDS à travers des tablettes androïdes depuis le terrain par les agents de collecte. Ces données seront mises en commun avec les partenaires qui réalisent des évaluations similaires au nord afin de permettre une analyse commune des besoins identifiés dans ces régions.





Direction Nationale du Développement Social – DNDS

www.dnds.ml